

VOLUME

2

2007  
2008

# COMPTES PUBLICS

Revenus, crédits, dépenses et investissements du  
Fonds consolidé du revenu et informations financières  
sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2008

Québec 

# COMPTES PUBLICS 2007-2008

## VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2008

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86  
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

**Finances**  
**Québec** 

**Comptes publics 2007-2008 – Volume 2**

**Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Octobre 2008**

**ISBN 978-2-550-50390-5 (Imprimé)  
ISBN 978-2-550-53903-2 (PDF)**

**ISSN 0706-2869**

**© Gouvernement du Québec, 2008**

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

### SECTION

#### NOTES EXPLICATIVES

Contenu du volume

Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits.....	1
Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts.....	2
Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.....	3



## NOTES EXPLICATIVES

### CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est publié en trois sections**. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
- les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

**Les modalités de comptabilisation** des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux : revenus et dépenses, actif et passif, et solde du fonds.

Dans le présent volume, les données étant arrondies, les montants inscrits en milliers de dollars peuvent varier de 1 millier de dollars à la hausse ou à la baisse dans différents tableaux par rapport à une présentation au dollar.

**Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances ([www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca)).**

### LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

#### SUPERCATÉGORIES

- ◇ *Rémunération*  
Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur;
- ◇ *Fonctionnement*  
Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations;
- ◇ *Service de la dette*  
Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette;
- ◇ *Affectation à un fonds spécial*  
Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier;
- ◇ *Transfert*  
Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes;

## NOTES EXPLICATIVES (suite)

## LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

## SUPERCATÉGORIES (suite)

- ◇ *Créances douteuses et autres provisions*  
Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la «Provision pour créances douteuses» et de la «Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement»;
- ◇ *Immobilisations*  
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories «Rémunération», «Fonctionnement» et «Service de la dette», lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations;
- ◇ *Prêts, placements, avances et autres*  
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquiescer certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

## CATÉGORIES

Les **catégories** «Rémunération», «Fonctionnement», «Service de la dette», «Créances douteuses et autres provisions», «Immobilisations» et «Prêts, placements, avances et autres» sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories «Transfert» et «Affectation à un fonds spécial» se subdivisent selon les catégories suivantes :

- ◇ Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- ◇ Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- ◇ Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- ◇ Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- ◇ Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories «Transfert - rémunération», «Transfert - fonctionnement», «Transfert - capital» et «Transfert - intérêt»;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- ◇ Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

**SOMMAIRES DES REVENUS, DES  
CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES  
AUTRES COÛTS, RAPPORT DE  
L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES  
AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET  
ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS**





---

**SECTION 1**
**SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS**


---

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b>PAGE</b>
Sommaire des revenus par catégories.....	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transfert du gouvernement du Canada.....	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses.....	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits.....	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles.....	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions.....	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses.....	1-32
Sommaire des dépenses de transfert.....	1-40
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial.....	1-42
Sommaire de la rémunération par supercatégories.....	1-43

**SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			7
3	2-19	Affaires municipales et Régions			4 560
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			13 350
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-51	Conseil exécutif			
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine			
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs			5 084
9	2-81	Développement économique, Innovation et Exportation			1 190
10	2-89	Éducation, Loisir et Sport			6
11	2-101	Emploi et Solidarité sociale			
12	2-109	Famille et Aînés			9 882
13	2-117	Finances	5 403 589		
14	2-129	Immigration et Communautés culturelles			34 325
15	2-136	Justice			1 273
16	2-147	Relations internationales			
17	2-153	Ressources naturelles et Faune			112 771
18	2-162	Revenu	23 466 866	12 962 397	61 356
19	2-169	Santé et Services sociaux			1 663
20	2-180	Sécurité publique			36 530
21	2-189	Services gouvernementaux			
22	2-202	Transports			757 389
23	2-211	Travail			
			<b>28 870 455</b>	<b>12 962 397</b>	<b>1 039 386</b>

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2008.

**SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres retrées	-	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 993		2 917
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 657		
3	2-19	Affaires municipales et Régions	14 219		
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	10 824		7 249
5	2-41	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	11 336		
6	2-51	Conseil exécutif	230		78
7	2-61	Culture, Communications et Condition féminine	2 039		1 838
8	2-72	Développement durable, Environnement et Parcs	6 807		3 345
9	2-81	Développement économique, Innovation et Exportation	11 232		597
10	2-89	Éducation, Loisir et Sport	47 319		638
11	2-101	Emploi et Solidarité sociale	111 063		108
12	2-109	Famille et Aînés	1 854		
13	2-117	Finances	422 626		184 158
14	2-129	Immigration et Communautés culturelles	1 723		87
15	2-136	Justice	140 097		8
16	2-147	Relations internationales	362		246
17	2-153	Ressources naturelles et Faune	19 209		1 578
18	2-162	Revenu	948 097		138 499
19	2-169	Santé et Services sociaux	224 719		96 141
20	2-180	Sécurité publique	17 811		8 464
21	2-189	Services gouvernementaux	747		
22	2-202	Transports	15 553		28
23	2-211	Travail	2 363		2 243
			<b>2 014 880</b>		<b>448 222</b>

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus		
				2008 <sup>1</sup>	2007	
76		76		76	191	1
1 657		1 664		1 664	794	2
14 219		18 779		18 779	6 589	3
3 575		16 925		16 925	19 751	4
11 336		11 336		11 336	16 219	5
152		152		152	137	6
201		201		201	1 040	7
3 462		8 546		8 546	7 855	8
10 635		11 825		11 825	10 133	9
46 681		46 687	102 316	149 003	159 034	10
110 955		110 955	655 757	766 712	762 876	11
1 854		11 736		11 736	12 923	12
238 468	5 025 086	10 667 143	12 544 859	23 212 002	20 901 865	13
1 636		35 961	202 364	238 325	233 168	14
140 089		141 362	29 504	170 866	150 229	15
116		116		116	115	16
17 631		130 402		130 402	212 763	17
809 598		37 300 217		37 300 217	36 684 139	18
128 578		130 241	93 675	223 916	187 479	19
9 347		45 877	8	45 885	45 157	20
747		747		747	742	21
15 525		772 914	266	773 180	757 238	22
120		120		120	(4 190)	23
<b>1 566 658</b>	<b>5 025 086</b>	<b>49 463 982</b>	<b>13 628 749</b>	<b>63 092 731</b>	<b>60 166 247</b>	

Revenus divers	Total des transferts du gouvernement du Canada	Comptes à fin déterminée	Transferts du gouvernement du Canada	
76		-		1
1 657				2
14 219	60 093	60 093		3
3 575	297 358	297 358		4
11 336				5
152				6
201				7
3 462	804	804		8
10 635				9
46 681	230 887	128 571	102 316	10
110 955	659 385	3 628	655 757	11
1 854				12
238 468	12 544 859		12 544 859	13
1 636	202 364		202 364	14
140 089	29 924	420	29 504	15
116				16
17 631				17
809 598				18
128 578	94 518	843	93 675	19
9 347	17 161	17 153	8	20
747				21
15 525	22 310	22 044	266	22
120				23
<b>1 566 658</b>	<b>14 159 663</b>	<b>530 914</b>	<b>13 628 749</b>	

## SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Budget de dépenses	Dépenses ne nécessitant pas de crédits <sup>1</sup>	Crédits initiaux <sup>2</sup>
		(-)	=
1 Assemblée nationale	105 250	4 836	100 414
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	74 733	2 308	72 425
3 Affaires municipales et Régions	1 768 312	2 136	1 766 176
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	703 241	9 966	693 275
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	599 964	30	599 934
6 Conseil exécutif	318 508	741	317 767
7 Culture, Communications et Condition féminine	624 443	2 563	621 880
8 Développement durable, Environnement et Parcs	196 489	9 170	187 319
9 Développement économique, Innovation et Exportation	758 641	2 825	755 816
10 Éducation, Loisir et Sport	13 399 474	15 745	13 383 729
11 Emploi et Solidarité sociale	4 126 493	1 165	4 125 328
12 Famille et Aînés	1 804 682	3 720	1 800 962
13 Finances (excluant le service de la dette)	162 284	1 649	160 635
14 Immigration et Communautés culturelles	111 328	2 560	108 768
15 Justice	635 867	15 169	620 698
16 Relations internationales	116 210	2 795	113 415
17 Ressources naturelles et Faune	448 947	15 734	433 213
18 Revenu	931 386	1 849	929 537
19 Santé et Services sociaux	23 843 410	1 644	23 841 766
20 Sécurité publique	991 789	17 411	974 378
21 Services gouvernementaux	83 638	500	83 138
22 Tourisme	140 666		140 666
23 Transports	2 074 843	120 181	1 954 662
24 Travail	32 239	848	31 391
Total des programmes	54 052 837	235 545	53 817 292
Finances (service de la dette)	7 244 000		7 244 000
<b>Total</b>	<b>61 296 837</b>	<b>235 545</b>	<b>61 061 292</b>

1 Prévisions pour des dépenses d'amortissement de 235 545.

2 Crédits de l'année en cours, ceux déjà votés dont les reports et les crédits votés sur plus d'un an.

3 Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

4 Incluant des dépenses d'amortissement de 237 184, une dépense négative de 940 et l'utilisation des stocks de 11 955.

5 Incluant un montant de 11 955 pour l'acquisition de stocks.

Variations de crédits <sup>3</sup>	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits <sup>4</sup>	Dépenses	
+, (-)	=		+	=	
9 035	109 449	109 266	4 977	114 243	1
(260)	72 165	68 070	2 380	70 450	2
(74 860)	1 691 316	1 818 561	2 242	1 820 803	3
20 325	713 600	713 312	10 765	724 077	4
(145 315)	454 619	427 160	27	427 187	5
(16 590)	301 177	284 842	436	285 278	6
9 890	631 770	630 933	1 812	632 745	7
4 876	192 195	191 245	10 653	201 898	8
2 672	758 488	703 462	2 271	705 733	9
61 172	13 444 901	13 383 651	15 695	13 399 346	10
5 639	4 130 967	4 109 036	151	4 109 187	11
32 172	1 833 134	1 831 921	4 065	1 835 986	12
(23 955)	136 680	87 476	1 422	88 898	13
21 711	130 479	129 446	2 421	131 867	14
50 077	670 775	670 735	12 656	683 391	15
61	113 476	112 720	2 574	115 294	16
70 425	503 638	624 570	16 314	640 884	17
324 854	1 254 391	1 213 089	2 149	1 215 238	18
282 588	24 124 354	24 114 107	1 422	24 115 529	19
64 475	1 038 853	1 038 648	15 080	1 053 728	20
38 084	121 222	118 849	5 448	124 297	21
5 442	146 108	144 508		144 508	22
60 004	2 014 666	2 014 656	133 408 <sup>5</sup>	2 148 064	23
7 973	39 364	36 810	771	37 581	24
810 495	54 627 787	54 577 073	249 139	54 826 212	
114 525	7 358 525	7 021 839	(940)	7 020 899	
<b>925 020</b>	<b>61 986 312</b>	<b>61 598 912</b>	<b>248 199</b>	<b>61 847 111</b>	

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS****Année financière terminée le 31 mars 2008**

---

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS**

Le Parlement autorise le gouvernement, par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et, le cas échéant, de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2008 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 128 598 milliers de dollars au programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités – du portefeuille Affaires municipales et Régions, de 90 856 milliers de dollars au programme 2 – Fonctions régionales – du portefeuille Santé et Services sociaux, de 293 369 milliers de dollars au programme 1 – Secrétariat du Conseil du trésor – du portefeuille Conseil du trésor et Administration gouvernementale ainsi que 121 000 milliers de dollars au programme 1 – Gestion des ressources naturelles et fauniques – du portefeuille Ressources naturelles et Faune, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2008-2009, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances,



Jean Houde

Le contrôleur des finances,



Carole Boisvert, CA

Québec, le 14 octobre 2008

**RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

**ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS**

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Votés		
					Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		119 291		117 483			1 808
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	38 603	36 374	37 982	32 399	432	189	3 975
Affaires municipales et Régions	1 901 358	1 251	2 026 334	465		(124 976)	786
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	725 936	87	725 639	86	15	282	1
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	678 694	333 290	970 265	320 411	104	(291 675)	12 879
Conseil exécutif	296 819	5 696	279 598	5 696	2 298	14 923	
Culture, Communications et Condition féminine	639 020	12	638 178	11	287	555	1
Développement durable, Environnement et Parcs	230 326	211	227 359	106	184	2 783	105
Développement économique, Innovation et Exportation	770 034	4 903	708 148	4 903	2 669	59 217	
Éducation, Loisir et Sport	12 819 830	882 382	12 789 983	882 382		29 847	
Emploi et Solidarité sociale	4 124 182	9 856	4 099 510	9 856	5 952	18 720	
Famille et Aînés	1 831 292	11 163	1 830 336	10 163		956	1 000
Finances (excluant le service de la dette)	93 981	6 352	83 099	5 524	1 511	9 371	828
Immigration et Communautés culturelles	137 106	11	134 498	11	19	2 589	
Justice	525 762	158 662	525 762	158 621			41
Relations internationales	127 333	496	126 575	496		758	
Ressources naturelles et Faune	462 212	64 537	583 212	64 469		(121 000)	68
Revenu	551 963	714 447	500 853	714 036	15 427	35 683	411
Santé et Services sociaux	14 651 681	9 700 488	14 742 271	9 599 650	8	(90 598)	100 838
Sécurité publique	1 050 311	26 369	1 034 740	26 364	201	15 370	5
Services gouvernementaux	140 454	3	126 878	1		13 576	2
Tourisme	146 108		144 508			1 600	
Transports	2 049 976	3 371	2 049 811	3 361		165	10
Travail	38 364	3 011	34 237	2 848	585	3 542	163
	44 031 345	12 082 263	44 419 776	11 959 342	29 692	(418 123)	122 921
Finances (service de la dette)	38 305	7 358 525	38 305	6 983 534			374 991
	<b>44 069 650</b>	<b>19 440 788</b> <sup>1</sup>	<b>44 458 081</b>	<b>18 942 876</b>	<b>29 692</b>	<b>(418 123)</b>	<b>497 912</b>
Dépenses *	42 557 390	19 428 923	42 710 168	18 933 284	29 692	(182 470)	495 639
Prêts, placements, avances et autres	1 241 409	389	1 529 637	389		(288 228)	
Immobilisations	270 851	11 476	218 276	9 203		52 575	2 273
	<b>44 069 650</b>	<b>19 440 788</b> <sup>1</sup>	<b>44 458 081</b>	<b>18 942 876</b>	<b>29 692</b>	<b>(418 123)</b>	<b>497 912</b>
1 Crédits permanents:							
Inclus dans les prévisions budgétaires		18 456 185		17 958 273			497 912
Non inclus dans les prévisions budgétaires		984 603		984 603			
		<b>19 440 788</b>		<b>18 942 876</b>			<b>497 912</b>

\* Excluant l'amortissement des immobilisations pour 237 184, une dépense négative de 940 et l'utilisation des stocks pour 11 955 qui ne requièrent pas de crédits ainsi que des ajustements négatifs de provisions pour 44 540 dont 13 122 afférent à une provision maladie vacances.



**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PORTEFEUILLES**
**Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

Détail page	CRÉDITS		CRÉDITS INITIAUX		
			=		
	Dépenses	Investis- sements <sup>1</sup>	Votés et permanents	Déjà votés	
				Reports	Votés sur plus d'un an
			+	+	+
1 2-4	Assemblée nationale	100 414	9 784	110 198	
2 2-12	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	72 425	2 540	73 965	1 000
3 2-20	Affaires municipales et Régions	1 766 176	80 276	1 846 452	
4 2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	693 275	18 419	711 437	257
5 2-42	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	599 934	708 459	1 308 293	100
6 2-52	Conseil exécutif	317 767	1 334	316 988	2 113
7 2-62	Culture, Communications et Condition féminine	621 880	6 260	627 447	693
8 2-74	Développement durable, Environnement et Parcs	187 319	24 767	209 977	2 109
9 2-82	Développement économique, Innovation et Exportation	755 816	16 445	769 381	2 880
10 2-90	Éducation, Loisir et Sport	13 383 729	169 598	13 549 101	4 226
11 2-102	Emploi et Solidarité sociale	4 125 328	2 760	3 849 088	279 000
12 2-110	Famille et Aînés	1 800 962	21 546	1 651 429	1 079
13 2-122	Finances (excluant le service de la dette)	160 635	2 330	160 536	2 429
14 2-130	Immigration et Communautés culturelles	108 768	6 715	115 468	15
15 2-138	Justice	620 698	23 149	643 847	
16 2-148	Relations internationales	113 415	12 622	126 037	
17 2-156	Ressources naturelles et Faune	433 213	30 649	463 862	
18 2-164	Revenu	929 537	11 930	936 720	4 747
19 2-170	Santé et Services sociaux	23 841 766	2 597	23 844 116 <sup>2</sup>	247
20 2-182	Sécurité publique	974 378	61 367	1 035 745	
21 2-190	Services gouvernementaux	83 138	22 125	105 263	
22 2-196	Tourisme	140 666		140 666	
23 2-204	Transports	1 954 662	43 980	1 998 642	
24 2-212	Travail	31 391	2 009	32 812	588
	Total des programmes	53 817 292	1 281 661	54 627 470	22 483
					449 000
2-124	Finances (service de la dette)	7 244 000		7 244 000	
	<b>Total</b> *	<b>61 061 292</b>	<b>1 281 661</b>	<b>61 871 470</b>	<b>22 483</b>
	* Votés	42 647 790	1 270 062	43 446 369 <sup>a</sup>	449 000
	Permanents	18 413 502	11 599	18 425 101 <sup>2</sup>	
	Ne nécessitant pas de crédits				
	Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				
	Ajustements négatifs de provisions				
a	Crédits initiaux autorisés par une loi sur les crédits		du 20 juin 2007, L.Q., 2007, c. 5.		43 446 369
b	Crédits supplémentaires autorisés par une loi sur les crédits		du 21 juin 2007, L.Q., 2007, c. 8.		111 000

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres				
=	+	+	+	+, (-)	+	=	
110 198			9 093 <sup>3</sup>			119 291	1
74 965				12		74 977	2
1 846 452	1 460		21 292 <sup>4</sup>	33 283	122	1 902 609	3
711 694	6 075	1		8 177	76	726 023	4
1 308 393				(308 214)	11 805	1 011 984	5
319 101				(21 196)	4 610	302 515	6
628 140		2		10 890		639 032	7
212 086	4 274	105		14 067	5	230 537	8
772 261				1 090	1 586	774 937	9
13 553 327			30 000	2 625	116 260	13 702 212	10
4 128 088	3 950			(2 346)	4 346	4 134 038	11
1 822 508			9 861 <sup>5</sup>	9 893	193	1 842 455	12
162 965				(62 632)		100 333	13
115 483	24 360			(2 728)	2	137 117	14
643 847		2		7 853	32 722	684 424	15
126 037				1 405	387	127 829	16
463 862	236	1 000		13 219	48 432	526 749	17
941 467		60	7 437 <sup>6</sup>	20 866	296 580	1 266 410	18
23 844 363			60 000	116 774	331 032	24 352 169	19
1 035 745	443	2		18 571	21 919	1 076 680	20
105 263		3		35 191		140 457	21
140 666				5 442		146 108	22
1 998 642		3 226		51 478	1	2 053 347	23
33 400				7 975		41 375	24
55 098 953	40 798	4 401	137 683	(38 305)	870 078	56 113 608	
7 244 000				38 305	114 525	7 396 830	
<b>62 342 953</b>	<b>40 798</b>	<b>4 401</b>	<b>137 683</b>		<b>984 603</b> <sup>7</sup>	<b>63 510 438</b> *	
43 917 852	40 798		111 000 <sup>b</sup>			44 069 650	
18 425 101		4 401	26 683 <sup>3 à 6</sup>		984 603	19 440 788	

1 Comprend les immobilisations et les prêts, placements, avances et autres.

2 Incluant des crédits initiaux de 5 280 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 3 431 761 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 5 403 594 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 3 420 676 pour la contribution du gouvernement.

3 119 291 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 110 198 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

4 292 de crédits reportés en vertu du décret 187-2006 du 22 mars 2006 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.

5 9 861 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

6 7 437 de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

7 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PORTEFEUILLES (suite)**
**Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

Détail page	Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
		Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
	(+)	(-)	(-)	(-)	(-)
1 2-4 Assemblée nationale	119 291			1 808	
2 2-12 Personnes désignées par l'Assemblée nationale	74 977		432	4 164	
3 2-20 Affaires municipales et Régions	1 902 609	567		(124 757)	
4 2-34 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	726 023	257	15	26	15
5 2-42 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 011 984	100	104	(278 896)	13 122
6 2-52 Conseil exécutif	302 515	3 177	2 298	11 746	
7 2-62 Culture, Communications et Condition féminine	639 032	549	287	7	
8 2-74 Développement durable, Environnement et Parcs	230 537	766	184	2 122	
9 2-82 Développement économique, Innovation et Exportation	774 937	23 435	2 669	35 782	
10 2-90 Éducation, Loisir et Sport	13 702 212			29 847	31 403
11 2-102 Emploi et Solidarité sociale	4 134 038		5 952	18 720	
12 2-110 Famille et Aînés	1 842 455	78		1 878	
13 2-122 Finances (excluant le service de la dette)	100 333	7 079	1 511	3 120	
14 2-130 Immigration et Communautés culturelles	137 117	1 015	19	1 574	
15 2-138 Justice	684 424			41	
16 2-148 Relations internationales	127 829	756		2	
17 2-156 Ressources naturelles et Faune	526 749			(120 932)	
18 2-164 Revenu	1 266 410	22 047	15 427	14 047	
19 2-170 Santé et Services sociaux	24 352 169	248	8	9 992	
20 2-182 Sécurité publique	1 076 680		201	15 375	
21 2-190 Services gouvernementaux	140 457			13 578	
22 2-196 Tourisme	146 108	1 600			
23 2-204 Transports	2 053 347			175	
24 2-212 Travail	41 375	1 088	585	2 617	
Total des programmes	56 113 608	62 762	29 692	(357 964)	44 540
2-124 Finances (service de la dette)	7 396 830			374 991	
<b>Total</b>	<b>* 63 510 438</b>	<b>62 762</b>	<b>29 692</b>	<b>17 027</b>	<b>44 540</b>
* Votés	44 069 650	62 762	29 692	(480 885)	
Permanents	19 440 788			497 912	
Ne nécessitant pas de crédits					
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
Ajustements négatifs de provisions					44 540

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobili- sations			2008 <sup>13</sup>	2007	
(-)	(-)	=	+	=		
385	7 832	109 266	4 977	114 243	106 747	1
	2 311	68 070	2 380	70 450	130 560	2
205 075 <sup>8</sup>	3 163	1 818 561	2 242	1 820 803	1 858 508	3
24	12 374	713 312	10 765	724 077	693 557	4
850 375 <sup>9</sup>	19	427 160	27	427 187	634 760	5
38	414	284 842	436	285 278	233 334	6
2	7 254	630 933	1 812	632 745	599 639	7
17	36 203	191 245	10 653	201 898	190 116	8
7 861	1 728	703 462	2 271	705 733	519 388	9
237 587 <sup>10</sup>	19 724	13 383 651	15 695	13 399 346	12 638 141	10
205	125	4 109 036	151	4 109 187	4 084 815	11
52	8 526	1 831 921	4 065	1 835 986	1 718 344	12
19	1 128	87 476	1 422	88 898	82 658	13
50	5 013	129 446	2 421	131 867	125 135	14
236	13 412	670 735	12 656	683 391	728 135	15
895	13 456	112 720	2 574	115 294	101 780	16
8	23 103	624 570	16 314	640 884	464 114	17
40	1 760	1 213 089	2 149	1 215 238	1 089 635	18
227 044 <sup>11</sup>	770	24 114 107	1 422	24 115 529	22 504 133	19
105	22 351	1 038 648	15 080	1 053 728	986 195	20
	8 030	118 849	5 448	124 297	111 914	21
		144 508		144 508	143 511	22
6	38 510	2 014 656	133 408	2 148 064	1 953 278	23
2	273	36 810	771	37 581	35 502	24
1 530 026	227 479	54 577 073	249 139	54 826 212	51 733 899	
		7 021 839	(940)	7 020 899	7 038 627	
<b>1 530 026</b>	<b>227 479</b>	<b>61 598 912</b>	<b>248 199</b>	<b>61 847 111</b>	<b>58 772 526 *</b>	
1 529 637	218 276	42 710 168		42 710 168	40 366 504	
389	9 203	18 933 284		18 933 284	18 132 987	
			236 244 <sup>12</sup>	236 244	234 398	
			11 955	11 955	60 793	
		(44 540)		(44 540)	(22 156)	

8 Incluant 141 510 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2007.

9 Incluant 505 355 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2007.

10 Incluant 125 620 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2007.

11 Incluant 218 857 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2007.

12 Incluant 940 pour une dépense négative.

13 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2008.

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
<b>MISSION : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>							
<b>Portefeuille : Santé et Services sociaux</b>							
Fonctions nationales	2-170	306 659					
Permanents		428					
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions régionales	2-170	14 100 457					60 000
Permanents		3 232 632					
Office des personnes handicapées du Québec	2-172	12 337	247				
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-172						
Permanents		6 135 761					
Total du portefeuille		23 788 274	247				60 000
<b>TOTAL DE LA MISSION</b>		<b>23 788 274</b>	<b>247</b>				<b>60 000</b>
<b>MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE</b>							
<b>Portefeuille : Culture, Communications et Condition féminine</b>							
Charte de la langue française	2-66	22 970	549				
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Commission des biens culturels du Québec	2-62	49 157					
Permanents		10				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-64	548 099					
Permanents							
Total du portefeuille		620 236	549			2	

\* Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2008.

\*\* Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

1 La variation est principalement attribuable aux compensations pour les victimes de l'hépatite C et à une hausse au Fonds de l'assurance médicaments.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008	2007
+	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
56 503		363 162		651	362 511		362 511	<sup>1</sup> 286 369
	4	432	295		137		137	193
						1 306	1 306	1 411
53 330		14 213 787	(90 856)	225 870	14 078 773		14 078 773	13 257 791
	244 200	3 476 832			3 476 832		3 476 832	3 225 333
75		12 659	266	122	12 271		12 271	11 536
						108	108	117
	86 828	6 222 589	100 116		6 122 473		6 122 473	5 670 177
109 908	331 032	24 289 461	9 821	226 643	24 052 997	1 414	24 054 411	22 452 927
<b>109 908</b>	<b>331 032</b>	<b>24 289 461</b>	<b>9 821</b>	<b>226 643</b>	<b>24 052 997</b>	<b>1 414</b>	<b>24 054 411</b>	<b>22 452 927</b>
692		24 211	842	206	23 163		23 163	21 744
						249	249	242
1 835		50 992		7 048	43 944		43 944	40 797
		12	1		11		11	10
						1 552	1 552	1 681
5 373		553 472			553 472		553 472	527 167
								1 335
7 900		628 687	843	7 254	620 590	1 801	622 391	592 976

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE (suite)</b>							
<b>Portefeuille : Éducation, Loisir et Sport</b>							
Administration et consultation	2-90	156 613	3 585				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-92	521 332	641				
Permanents		11 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement du loisir et du sport	2-94	62 510					
Éducation préscolaire et enseignement							
primaire et secondaire	2-92	7 764 295					30 000
Enseignement supérieur	2-94	4 256 391					
Formation en tourisme et hôtellerie	2-90	21 838					
Régimes de retraite	2-96						
Permanents		755 112					
Total du portefeuille		13 549 101	4 226				30 000
<b>Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles</b>							
Immigration, intégration et communautés culturelles	2-130	114 736			24 360		
Permanents		9					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		114 745			24 360		
<b>TOTAL DE LA MISSION</b>		<b>14 284 082</b>	<b>4 775</b>		<b>24 360</b>	<b>2</b>	<b>30 000</b>
<b>MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT</b>							
<b>Portefeuille : Affaires municipales et Régions</b>							
Habitation	2-24	445 427					
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	2-20	573 296					
Promotion et développement de la Métropole	2-20	73 202					
Permanents		828					
Total du portefeuille		1 092 753					

2 La variation est principalement attribuable à la bonification du régime des prêts et bourses et à une augmentation des coûts en intérêts sur les prêts pendant que les étudiants sont aux études.

3 L'augmentation s'explique par une hausse de la dépense relative à la provision pour créances douteuses.

4 L'augmentation est principalement attribuable aux effets des nouvelles évaluations actuarielles et au règlement de l'équité salariale.

5 L'augmentation s'explique principalement par une croissance des sommes versées à la SHQ en 2007-2008 par rapport à 2006-2007.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008	2007
+	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
(15 886)		144 312		19 299	125 013		125 013	121 484
		10			10		10	59
						5 679	5 679	4 929
(30 648)		491 325		92 393	398 932		398 932	352 448
	31 563	42 563			42 563		42 563	19 883
						10 016	10 016	8 687
			31 403		(31 403)		(31 403)	(15 556)
117		62 627			62 627		62 627	60 843
61 842		7 856 137		84 200	7 771 937		7 771 937	7 407 016
(12 800)		4 243 591	29 847	61 419	4 152 325		4 152 325	3 919 994
		21 838			21 838		21 838	20 613
	84 697	839 809			839 809		839 809	737 741
2 625	116 260	13 702 212	61 250	257 311	13 383 651	15 695	13 399 346	12 638 141
(2 728)		136 368	2 570	5 063	128 735		128 735	122 671
	2	11			11		11	16
						2 415	2 415	1 740
(2 728)	2	136 379	2 570	5 063	128 746	2 415	131 161	124 427
<b>7 797</b>	<b>116 262</b>	<b>14 467 278</b>	<b>64 663</b>	<b>269 628</b>	<b>14 132 987</b>	<b>19 911</b>	<b>14 152 898</b>	<b>13 355 544</b>
(595)		444 832		62 549	382 283		382 283	340 515
22 641		595 937			595 937		595 937	586 034
5 112		78 314	1	1 015	77 298		77 298	71 062
		828	494		334		334	972
27 158		1 119 911	495	63 564	1 055 852		1 055 852	998 583



**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)</b>							
<b>Portefeuille : Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>							
Développement des entreprises bioalimentaires,							
formation et qualité des aliments	2-34	394 247			5 417		
Permanents		10				1	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Organismes d'État	2-34	317 180	257		658		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		711 437	257		6 075	1	
<b>Portefeuille : Développement durable, Environnement et Parcs</b>							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-74	5 382	164				
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection de l'environnement et gestion des parcs	2-74	204 560	1 945		4 274		
Permanents		35				105	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		209 977	2 109		4 274	105	
<b>Portefeuille : Développement économique, Innovation et Exportation</b>							
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation	2-84	178 005					
Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation	2-82	588 059	2 880				
Permanents		3 317					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		769 381	2 880				
<b>Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale</b>							
Mesures d'aide à l'emploi	2-102	800 355					
Total du portefeuille		800 355					

- 6 La variation s'explique principalement par l'augmentation des risques de pertes sur certaines interventions financières garanties et par l'accroissement des demandes reçues d'Investissement Québec (IQ) dans le cadre de divers programmes tels que F.A.I.R.E., P.A.S.I. et C.A.E.S. et par la mise en place de deux nouveaux volets de la stratégie pour le développement économique des régions.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008	2007
+	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
7 945		407 609		12 052	395 557		395 557	367 249
	71	82	1		81		81	204
			15		(15)	10 333	10 333	8 642
232		318 327	297	346	317 684		317 684	(200)
	5	5			5		5	317 240
						432	432	7
								415
8 177	76	726 023	313	12 398	713 312	10 765	724 077	693 557
2		5 548	274	30	5 244		5 244	5 426
						39	39	50
13 999		224 778	2 693	36 190	185 895		185 895	175 053
66	5	211	105		106		106	209
						10 614	10 614	9 378
14 067	5	230 537	3 072	36 220	191 245	10 653	201 898	190 116
648		178 653	141		178 512		178 512	163 791
442		591 381	61 745	9 589	520 047		520 047	345 806
	1 586	4 903			4 903		4 903	13 985
						2 271	2 271	2 206
								(6 400)
1 090	1 586	774 937	61 886	9 589	703 462	2 271	705 733	519 388
13 423		813 778			813 778		813 778	838 661
13 423		813 778			813 778		813 778	838 661

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

(en millions de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)</b>							
<b>Portefeuille : Relations internationales</b>							
Affaires internationales	2-148	125 928					
Permanents		109					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		126 037					
<b>Portefeuille : Ressources naturelles et Faune</b>							
Gestion des ressources naturelles et fauniques	2-156	448 757			236		
Permanents		15 105				1 000	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		463 862			236	1 000	
<b>Portefeuille : Santé et Services sociaux</b>							
Promotion et développement de la	2-174						
Capitale-Nationale		55 207					
Permanents		635					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		55 842					
<b>Portefeuille : Tourisme</b>							
Promotion et développement du tourisme	2-196	140 666					
Permanents							
Total du portefeuille		140 666					
<b>Portefeuille : Transports</b>							
Administration et services corporatifs	2-206	89 929					
Permanents		144					
Ne nécessitant pas de crédits							
Infrastructures de transport	2-204	1 447 408					
Permanents						3 226	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Systèmes de transport	2-204	461 161					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 998 642				3 226	
<b>TOTAL DE LA MISSION</b>		<b>6 368 952</b>	<b>5 246</b>		<b>10 585</b>	<b>4 332</b>	

7 La variation s'explique principalement par la modification de la structure de financement des activités du Fonds forestier et des travaux sylvicoles suite à la diminution des revenus de permis d'intervention – approvisionnement de bois sur les terres publiques.

8 La variation est attribuable à l'augmentation des sommes versées pour l'extinction des feux de forêt.

9 La hausse est principalement attribuable à l'accroissement des activités dans le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et à l'augmentation des dépenses relatives à l'entretien hivernal des routes du Québec.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions  **	Investis- sements  **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008	2007
+	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
1 405		127 333	758	14 347	112 228		112 228	99 170
	387	496		4	492		492	540
						2 574	2 574	2 070
1 405	387	127 829	758	14 351	112 720	2 574	115 294	101 780
13 219		462 212	(121 000)	23 111	560 101		560 101	431 121
	48 432	64 537	68		64 469		64 469	17 940
						16 314	16 314	15 053
13 219	48 432	526 749	(120 932)	23 111	624 570	16 314	640 884	464 114
6 866		62 073		1 171	60 902		60 902	50 827
		635	427		208		208	372
						8	8	7
6 866		62 708	427	1 171	61 110	8	61 118	51 206
5 442		146 108	1 600		144 508		144 508	143 501
								10
5 442		146 108	1 600		144 508		144 508	143 511
(3 457)		86 472		3 309	83 163		83 163	81 604
		144	10		134		134	116
						16 601	16 601	15 519
69 387		1 516 795		22 621	1 494 174		1 494 174	1 282 984
	1	3 227			3 227		3 227	5 381
						103 202	103 202	105 681
						11 955	11 955	60 793
(14 452)		446 709	165	12 586	433 958		433 958	399 847
						1 650	1 650	1 353
51 478	1	2 053 347	175	38 516	2 014 656	133 408	2 148 064	1 953 278
142 325	50 487	6 581 927	(52 206)	198 920	6 435 213	175 993	6 611 206	5 954 194

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

		Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
			Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
				Reports	Votés sur plus d'un an			
			+	+	+	+	+	+
MISSION : SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES								
Portefeuille : Culture, Communications et								
Condition féminine								
Condition féminine	2-66	7 211	144					
Ne nécessitant pas de crédits								
Total du portefeuille		7 211	144					
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale								
Administration	2-104	476 193			3 950			
Permanents		10						
Ne nécessitant pas de crédits								
Mesures d'aide financière	2-102	2 567 030		279 000				
Permanents		5 500						
Total du portefeuille		3 048 733		279 000	3 950			
Portefeuille : Famille et Aînés								
Condition des aînés	2-112	9 303	45					
Curateur public	2-112	45 020	78					
Permanents								9 861
Ne nécessitant pas de crédits								
Mesures d'aide à la famille	2-110	1 567 157	358	170 000				
Permanents		1 100						
Planification, recherche et administration	2-110	28 840	598					
Permanents		9						
Ne nécessitant pas de crédits								
Total du portefeuille		1 651 429	1 079	170 000				9 861
Portefeuille : Justice								
Aide aux justiciables	2-140	147 140						
Permanents		62 518						
Ne nécessitant pas de crédits								
Total du portefeuille		209 658						
TOTAL DE LA MISSION		4 917 031	1 223	449 000	3 950			9 861

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008	2007
+	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
2 990		10 345		2	10 343	11	10 343	6 653
							11	10
2 990		10 345		2	10 343	11	10 354	6 663
(1 596)	8	478 547	9 700	252	468 595		468 595	475 001
		18			18		18	17
						151	151	132
(14 173)		2 831 857	14 972	78	2 816 807		2 816 807	2 764 868
	4 338	9 838			9 838		9 838	6 136
(15 769)	4 346	3 320 260	24 672	330	3 295 258	151	3 295 409	3 246 154
(930)		8 418	136		8 282		8 282	2 876
(4 420)		40 678	820	3 498	36 360		36 360	33 981
	12	9 873			9 873		9 873	8 904
						1 670	1 670	5 542
18 684		1 756 199		85	1 756 114		1 756 114	1 645 823
	176	1 276	1 000		276		276	19
(3 441)		25 997		4 995	21 002		21 002	20 373
	5	14			14		14	49
						2 395	2 395	777
9 893	193	1 842 455	1 956	8 578	1 831 921	4 065	1 835 986	1 718 344
(5 446)		141 694		256	141 438		141 438	139 878
	23 525	86 043	18		86 025		86 025	80 575
						196	196	188
(5 446)	23 525	227 737	18	256	227 463	196	227 659	220 641
(8 332)	28 064	5 400 797	26 646	9 166	5 364 985	4 423	5 369 408	5 191 802

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**
**Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE</b>							
<b>Portefeuille : Assemblée nationale</b>							
Secrétariat général adjoint à l'administration et à l'information	2-4						
Permanents		40 752					(481)
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles	2-4						
Permanents		19 340					(619)
Services statutaires aux parlementaires	2-4						
Permanents		50 106					10 193
Total du portefeuille		110 198					9 093
<b>Portefeuille : Personnes désignées par l'Assemblée nationale</b>							
Administration du système électoral	2-12						
Permanents		36 081					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire au lobbyisme	2-14	2 641					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Protecteur du citoyen	2-12	12 492	365				
Permanents		293					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Vérificateur général	2-12	22 458	635				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		73 965	1 000				
<b>Portefeuille : Affaires municipales et Régions</b>							
Administration générale	2-22	68 811					
Permanents		9					
Ne nécessitant pas de crédits							
Commission municipale du Québec	2-24	2 472					
Ne nécessitant pas de crédits							
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-22	587 930					
Permanents							292
Développement des régions et ruralité	2-22	79 936					21 000
Régie du logement	2-24	14 541			1 460		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		753 699			1 460		21 292

10 La diminution s'explique principalement par la tenue d'une élection générale le 26 mars 2007.

11 La variation s'explique principalement par la diminution des sommes octroyées en vertu du nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités.

12 La variation s'explique en partie par la nouvelle stratégie pour le développement de toutes les régions et l'augmentation des enveloppes de la Politique nationale de la ruralité.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008	2007
+	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
404		40 675	1 649	7 827	31 199	4 977	31 199	29 667
							4 977	5 283
(840)		17 881	158	8	17 715		17 715	17 830
436		60 735	1	382	60 352		60 352	53 967
		119 291	1 808	8 217	109 266	4 977	114 243	106 747
		36 081	3 966	1 348	30 767		30 767	94 190
						1 540	1 540	1 080
		2 641	189	5	2 447		2 447	2 453
						99	99	72
4		12 861	27	424	12 410		12 410	11 046
		293	9		284		284	285
						315	315	310
8		23 101	405	534	22 162		22 162	20 619
						426	426	505
12		74 977	4 596	2 311	68 070	2 380	70 450	130 560
(6 882)		61 929	3 030	3 107	55 792		55 792	53 588
	10	19			19		19	17
						2 025	2 025	2 456
(247)		2 225	590	3	1 632		1 632	2 051
						1	1	7
16 315		604 245	(128 598)	141 510	591 333		591 333	716 288
		404	292		112		112	
(4 701)	112	96 235			96 235		96 235	69 025
1 640		17 641	1	54	17 586		17 586	16 269
						216	216	224
6 125	122	782 698	(124 685)	144 674	762 709	2 242	764 951	859 925



**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille : Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Commission de la fonction publique	2-42	3 614	100				
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonds de suppléance	2-46	852 710					
Régimes de retraite et d'assurances	2-44	4 418					
Permanents		321 485					
Secrétariat du Conseil du trésor	2-42	126 066					
Permanents							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		1 308 293	100				
Portefeuille : Conseil exécutif							
Affaires autochtones	2-54	183 427	130				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-54	14 672	282				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-52	858					
Jeunesse	2-56	36 646	108				
Ne nécessitant pas de crédits							
Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information	2-56	5 746	167				
Ne nécessitant pas de crédits							
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	2-52	74 553	1 426				
Permanents		1 076					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		316 988	2 113				

13 La diminution est principalement attribuable au jugement de juin 2007 relatif à la rémunération des juges.

14 La variation est principalement attribuable à une diminution des montants inscrits à la dépense pour l'équité salariale.

15 L'augmentation s'explique principalement par la réalisation des mesures prévues à la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions  **	Investis- sements  **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008 *	2007
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
4		3 718	517	19	3 182		3 182	2 849
						27	27	17
(852 610)		100	100					
(442)		3 976	1 082		2 894		2 894	2 832
	11 805	333 290	12 879		320 411		320 411	388 796
544 834		670 900	(293 270)	850 375	113 795		113 795	240 255
								11
			13 122		(13 122)		(13 122)	
(308 214)	11 805	1 011 984	(265 570)	850 394	427 160	27	427 187	634 760
(6 376)		177 181	3 608	2	173 571		173 571	155 520
								70
						33	33	29
1 018		15 972	2 022	53	13 897		13 897	11 256
	105	115			115		115	54
						34	34	53
86		944	22		922		922	1 074
(21)		36 733	2 871	9	33 853		33 853	8 488
						5	5	7
7		5 920	700	14	5 206		5 206	5 365
						30	30	18
(15 910)		60 069	7 998	374	51 697		51 697	46 995
	4 505	5 581			5 581		5 581	4 070
						334	334	335
(21 196)	4 610	302 515	17 221	452	284 842	436	285 278	233 334

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille : Finances							
Direction du ministère	2-122	45 521	850				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-122	108 663	1 579				
Permanents		6 342					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		160 536	2 429				
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles							
Organisme relevant du ministre	2-130	723	15				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		723	15				
Portefeuille : Justice							
Activité judiciaire	2-138	27 421					
Permanents		53 813					
Administration de la justice	2-138	262 229					
Permanents		9 607				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-140	10 234					
Organisme de protection relevant du ministre	2-142	7 789					
Ne nécessitant pas de crédits							
Poursuites criminelles et pénales	2-142	63 096					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		434 189				2	
Portefeuille : Revenu							
Administration fiscale	2-164	526 284	4 747				
Permanents		410 436				60	7 437
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		936 720	4 747			60	7 437

16 La variation s'explique principalement par l'inscription d'un compte à payer estimé au 31 mars 2007 pour la rémunération des juges suite au jugement rendu par la Cour supérieure le 4 juin 2007.

17 La variation résulte principalement de la réévaluation de la provision pour créances douteuses et de la hausse des débiteurs à la suite de l'intensification des activités de récupération fiscale.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008 *	2007
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(3 892)		42 479 10	1	813	41 666 9	1 132	41 666 9 1 132	37 836 10 922
(58 740)		51 502 6 342	10 882 827	334	40 286 5 515	290	40 286 5 515 290	39 617 3 995 278
(62 632)		100 333	11 710	1 147	87 476	1 422	88 898	82 658
		738	38		700	6	700 6	703 5
		738	38		700	6	706	708
1 858		29 279		1 548	27 731		27 731	28 425
	8 509	62 322		13	62 309		62 309 <sup>16</sup>	122 709
9 130		271 359		10 573	260 786		260 786	249 245
	688	10 297	23		10 274		10 274	14 121
						11 990	11 990	14 284
303		10 537			10 537		10 537	9 990
(124)		7 665		116	7 549		7 549	7 437
						59	59	62
2 132		65 228		1 142	64 086		64 086	61 204
						411	411	17
13 299	9 197	456 687	23	13 392	443 272	12 460	455 732	507 494
20 932 (66)	296 580	551 963 714 447	51 110 411	1 800	499 053 714 036		499 053 714 036 <sup>17</sup>	494 715 593 855
						2 149	2 149	1 065
20 866	296 580	1 266 410	51 521	1 800	1 213 089	2 149	1 215 238	1 089 635

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

en millions de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille : Sécurité publique							
Organismes relevant du ministre	2-184	31 443					
Permanents		3					
Sécurité, prévention et gestion interne	2-182	461 446					
Permanents		4 445				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Sûreté du Québec	2-182	538 408			443		
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 035 745			443	2	
Portefeuille : Services gouvernementaux							
Services gouvernementaux	2-190	105 263					
Permanents						3	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		105 263				3	
Portefeuille : Travail							
Travail	2-212	29 801	588				
Permanents		3 011					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		32 812	588				
TOTAL DE LA MISSION		5 269 131	10 992		1 903	67	37 822

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008	2007
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	*
(1 591)		29 852	1 146	56	28 650		28 650	27 605
		3	3					
11 141		472 587	1	5 446	467 140		467 140	438 969
	19 611	24 058	2	1	24 055		24 055	15 230
						4 022	4 022	5 047
9 021		547 872	14 424	16 953	516 495		516 495	486 729
	2 308	2 308			2 308		2 308	1 062
						11 058	11 058	11 553
18 571	21 919	1 076 680	15 576	22 456	1 038 648	15 080	1 053 728	986 195
35 191		140 454	13 576	8 030	118 848		118 848	107 830
		3	2		1		1	9
						5 448	5 448	4 075
35 191		140 457	13 578	8 030	118 849	5 448	124 297	111 914
7 975		38 364	4 127	266	33 971		33 971	31 932
		3 011	163	9	2 839		2 839	2 706
						771	771	864
7 975		41 375	4 290	275	36 810	771	37 581	35 502
(290 003)	344 233	5 374 145	(269 894)	1 053 148	4 590 891	47 398	4 638 289	4 779 432

**SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR MISSIONS (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

(en milliers de dollars)

	Détail du pro- gramme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
<b>MISSION : SERVICE DE LA DETTE</b>							
<b>Portefeuille : Finances</b>							
Service de la dette et intérêts sur le	2-124						
compte des régimes de retraite							
Permanents		7 244 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		7 244 000					
<b>TOTAL DE LA MISSION</b>		<b>7 244 000</b>					
<b>TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS</b>							
		<b>61 871 470</b>	<b>22 483</b>	<b>449 000</b>	<b>40 798</b>	<b>4 401</b>	<b>137 683</b>
Votés		43 446 369	22 483	449 000	40 798		111 000
Permanents		18 425 101				4 401	26 683
Ne nécessitant pas de crédits							
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Ajustements négatifs de provisions							

18 Incluant 4 548 009 (2007: 4 358 007) pour le service de la dette directe et 2 435 525 (2007: 2 642 143) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

19 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions  **	Investis- sements  **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPENSES	
							2008	2007
							*	
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
38 305	114 525	38 305 7 358 525	374 991		38 305 6 983 534		38 305 6 983 534	38 477 7 000 150
						(940)	(940)	
38 305	114 525	7 396 830	374 991		7 021 839	(940)	7 020 899	7 038 627
<b>38 305</b>	<b>114 525</b>	<b>7 396 830</b>	<b>374 991</b>		<b>7 021 839</b>	<b>(940)</b>	<b>7 020 899</b>	<b>7 038 627</b>
	<b>984 603</b> <sup>19</sup>	<b>63 510 438</b>	<b>154 021</b>	<b>1 757 505</b>	<b>61 598 912</b>	<b>248 199</b>	<b>61 847 111</b>	<b>58 772 526</b>
		44 069 650	(388 431)	1 747 913	42 710 168		42 710 168	40 366 504
	984 603	19 440 788	497 912	9 592	18 933 284		18 933 284	18 132 987
						236 244	236 244	234 398
						11 955	11 955	60 793
			44 540		(44 540)		(44 540)	(22 156)



**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,  
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2008  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>	<u>109 449</u>	<u>109 266</u>	<u>84 241</u>
<b>PERSONNES DESIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE</b>			
Commissaire au lobbying	2 611	2 447	1 705
Directeur général des élections - Commission de la représentation	34 257	30 767	16 436
Protecteur du citoyen	12 730	12 694	9 032
Vérificateur général	<u>22 567</u>	<u>22 162</u>	<u>16 831</u>
	<u>72 165</u>	<u>68 070</u>	<u>44 004</u>
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS</b>			
Ministère des Affaires municipales et des Régions	1 671 530 <sup>1</sup>	1 799 343 <sup>1</sup>	34 763
Commission municipale du Québec	2 200	1 632	1 191
Régie du logement	<u>17 586</u>	<u>17 586</u>	<u>13 211</u>
	<u>1 691 316</u>	<u>1 818 561</u>	<u>49 165</u>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION</b>			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	700 639	700 623	113 004
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 483	8 431	6 843
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	<u>4 478</u>	<u>4 258</u>	<u>3 319</u>
	<u>713 600</u>	<u>713 312</u>	<u>123 166</u>
<b>CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE</b>			
Conseil du trésor	451 060	423 978	366 614
Commission de la fonction publique	<u>3 559</u>	<u>3 182</u>	<u>2 578</u>
	<u>454 619</u>	<u>427 160</u>	<u>369 192</u>
<b>CONSEIL EXÉCUTIF</b>			
Ministère du Conseil exécutif	296 932	280 855	51 475
Commission d'accès à l'information	<u>4 245</u>	<u>3 987</u>	<u>3 172</u>
	<u>301 177</u>	<u>284 842</u>	<u>54 647</u>
<b>CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE</b>			
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	606 205	605 925	28 672
Commission des biens culturels du Québec	476	476	302
Conseil du statut de la femme	4 353	4 352	3 130
Conseil supérieur de la langue française	1 658	1 392	843
Office québécois de la langue française	<u>19 078</u>	<u>18 788</u>	<u>14 533</u>
	<u>631 770</u>	<u>630 933</u>	<u>47 480</u>

\* Excluant l'amortissement des immobilisations, l'utilisation des stocks et une dépense négative de 940 du Service de la dette qui ne requièrent pas de crédits.

\*\* Ces dépenses comprennent l'amortissement, l'utilisation des stocks lesquelles font partie de la supercatégorie «Fonctionnement» et un montant négatif de 940 compris dans la supercatégorie «Service de la dette».

Fonctionnement * +	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette *	Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
24 999		26			4 977	114 243
742					99	2 546
11 516		2 815			1 540	32 307
3 662					315	13 009
5 331					426	22 588
21 251		2 815			2 380	70 450
20 231	446	1 692 626	51 277		2 025	1 801 368
441					1	1 633
4 375					216	17 802
25 047	446	1 692 626	51 277		2 242	1 820 803
47 777	340	539 502			10 333	710 956
1 585	3				389	8 820
937	2				43	4 301
50 299	345	539 502			10 765	724 077
25 648		21 296	10 420			423 978
604					27	3 209
26 252		21 296	10 420		27	427 187
24 725	294	204 361			406	281 261
815					30	4 017
25 540	294	204 361			436	285 278
20 119	397	556 737			1 555	607 480
174						476
1 222					11	4 363
534		15			7	1 399
4 026		229			239	19 027
26 075	397	556 981			1 812	632 745

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,  
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
<b>DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS</b>			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	186 697	186 001	94 036
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 498	5 244	3 752
	<u>192 195</u>	<u>191 245</u>	<u>97 788</u>
<b>DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION</b>	<u>758 488</u>	<u>703 462</u>	<u>57 648</u>
<b>ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT</b>			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	13 442 328	13 381 084	91 472
Commission consultative de l'enseignement privé	128	122	74
Conseil supérieur de l'éducation	2 445	2 445	1 725
	<u>13 444 901</u>	<u>13 383 651</u>	<u>93 271</u>
<b>EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>	<u>4 130 967</u>	<u>4 109 036</u>	<u>171 844</u>
<b>FAMILLE ET ÂÎNÉS</b>			
Ministère de la Famille et des Aînés	1 786 823	1 785 688	27 264
Curateur public	46 311	46 233	34 468
	<u>1 833 134</u>	<u>1 831 921</u>	<u>61 732</u>
<b>FINANCES</b>	<u>7 495 205</u>	<u>7 109 315</u>	<u>44 614</u>
<b>IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES</b>			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles	129 744	128 746	65 977
Conseil des relations interculturelles	735	700	461
	<u>130 479</u>	<u>129 446</u>	<u>66 438</u>

Fonctionnement * +	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette *	Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
50 689	30	41 246			10 614	196 615
1 492					39	5 283
52 181	30	41 246			10 653	201 898
27 683	118 305	499 826			2 271	705 733
47 413	11 160	13 231 039			15 690	13 396 774
48						122
720					5	2 450
48 181	11 160	13 231 039			15 695	13 399 346
99 004	9 838	2 806 015	1 022 335		151	4 109 187
10 558	276	1 747 590			2 395	1 788 083
11 753	12				1 670	47 903
22 311	288	1 747 590			4 065	1 835 986
25 401		17 011	450	7 021 839	482	7 109 797
34 482		28 287			2 415	131 161
239					6	706
34 721		28 287			2 421	131 867

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,  
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
<b>JUSTICE</b>			
Ministère de la Justice	581 595	581 555	207 811
Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales	311	311	
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	14 206	14 206	10 925
Conseil de la magistrature	2 266	2 266	354
Directeur des poursuites criminelles et pénales	64 086	64 086	51 998
Office de la protection du consommateur	7 549	7 549	5 918
Tribunal des droits de la personne	762	762	446
	<u>670 775</u>	<u>670 735</u>	<u>277 452</u>
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>	<u>113 476</u>	<u>112 720</u>	<u>51 417</u>
<b>RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE</b>	<u>503 638</u> <sup>1</sup>	<u>624 570</u> <sup>1</sup>	<u>105 155</u>
1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-157.			
<b>REVENU</b>	<u>1 254 391</u>	<u>1 213 089</u>	<u>308 960</u>
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>			
Ministère de la Santé et des Services sociaux	17 887 066 <sup>1</sup>	17 977 262 <sup>1</sup>	53 335
Commissaire à la santé et au bien-être	2 163	2 101	1 029
Office des personnes handicapées du Québec	12 536	12 271	8 266
Régie de l'assurance maladie du Québec	6 222 589	6 122 473	
	<u>24 124 354</u>	<u>24 114 107</u>	<u>62 630</u>
1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-171.			
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>			
Ministère de la Sécurité publique	1 027 843	1 027 822	484 757
Bureau du coroner	6 735	6 642	3 387
Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 275	4 184	2 679
	<u>1 038 853</u>	<u>1 038 648</u>	<u>490 823</u>
<b>SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>	<u>121 222</u>	<u>118 849</u>	<u>9 114</u>

Fonctionnement * +	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette *	Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
133 750	5 479	219 379	15 136		11 990	593 545
311						311
3 281					196	14 402
1 912						2 266
12 088					411	64 497
1 630		1			59	7 608
316						762
<u>153 288</u>	<u>5 479</u>	<u>219 380</u>	<u>15 136</u>		<u>12 656</u>	<u>683 391</u>
<u>28 254</u>	<u>22</u>	<u>33 027</u>			<u>2 574</u>	<u>115 294</u>
<u>148 642</u>	<u>7</u>	<u>18 934</u>	<u>351 832</u>		<u>16 314</u>	<u>640 884</u>
<u>109 022</u>	<u>668 397</u>	<u>123</u>	<u>126 587</u>		<u>2 149</u>	<u>1 215 238</u>
76 270	208	17 845 656	1 793		1 314	17 978 576
872		200				2 101
3 100		905			108	12 379
		6 122 473				6 122 473
<u>80 242</u>	<u>208</u>	<u>23 969 234</u>	<u>1 793</u>		<u>1 422</u>	<u>24 115 529</u>
252 012	36	78 507	212 510		15 080	1 042 902
3 255						6 642
1 505						4 184
<u>256 772</u>	<u>36</u>	<u>78 507</u>	<u>212 510</u>		<u>15 080</u>	<u>1 053 728</u>
<u>109 424</u>		<u>311</u>			<u>5 448</u>	<u>124 297</u>

**SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES,  
MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses * =	Rémunération +
<b>TOURISME</b>	<u>146 108</u>	<u>144 508</u>	
<b>TRANSPORTS</b>			
Ministère des Transports	2 003 708	2 003 698	176 611
Commission des transports du Québec	<u>10 958</u>	<u>10 958</u>	<u>8 010</u>
	<u>2 014 666</u>	<u>2 014 656</u>	<u>184 621</u>
<b>TRAVAIL</b>			
Ministère du Travail	30 276	28 449	8 912
Commission de l'équité salariale	5 542	4 988	3 725
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	560	543	373
Conseil des services essentiels	<u>2 986</u>	<u>2 830</u>	<u>2 044</u>
	<u>39 364</u>	<u>36 810</u>	<u>15 054</u>
<b>TOTAL GOUVERNEMENTAL</b>	<u><b>61 986 312</b></u>	<u><b>61 598 912</b></u>	<u><b>2 870 456</b></u>

Fonctionnement * +	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette *	Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
		84 566	59 942			144 508
381 884	124	543 851	901 228		131 758	2 135 456
2 948					1 650	12 608
384 832	124	543 851	901 228		133 408	2 148 064
3 586		15 951			650	29 099
1 263					109	5 097
170						543
786					12	2 842
5 805		15 951			771	37 581
1 785 226	815 376	46 352 505	2 753 510	7 021 839	248 199	61 847 111



**SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

<b>BÉNÉFICIAIRES *</b>	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises		8
Établissements de santé et de services sociaux	10 541 358	4 188 496
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	9 743 672	1 586 902
Municipalités et organismes municipaux		7 166
Organismes à but non lucratif	34 719	32 341
Personnes:		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie	4 235 556	
Autres	47 855	6
Organismes et entreprises du gouvernement	1 223 532	536 606
	<b>25 826 692</b>	<b>6 351 525</b>
<b>RÉPARTITION:</b>		
1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Régions	18 907	7 326
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	42 716	12 978
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	21 143	
6 Conseil exécutif		5 406
7 Culture, Communications et Condition féminine	119 991	68 565
8 Développement durable, Environnement et Parcs		9 476
9 Développement économique, Innovation et Exportation	2 925	6 621
10 Éducation, Loisir et Sport	9 735 806	1 593 254
11 Emploi et Solidarité sociale	5 912	2 274
12 Famille et Aînés		33 144
13 Finances	11 385	2 938
14 Immigration et Communautés culturelles		
15 Justice	119 419	17 141
16 Relations internationales		
17 Ressources naturelles et Faune		
18 Revenu		
19 Santé et Services sociaux	15 693 188	4 538 923
20 Sécurité publique		8 105
21 Services gouvernementaux		
22 Tourisme	24 301	29 100
23 Transports	25 408	14 165
24 Travail	5 591	2 109
	<b>25 826 692</b>	<b>6 351 525</b>

\* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

\*\* Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2008.

Capital **		Intérêt	Support	2008 <sup>1</sup>	2007
Principal	Autres				
3 375	33 566	1 786	1 128 289	1 167 024	1 068 682
244 717	18 051	230 854	295 111	15 518 587	15 478 024
535 000	35 023	600 795	408 340	12 909 732	12 132 149
448 899	36 841	322 232	995 336	1 810 474	1 936 297
93 890	10 161	96 549	2 552 130	2 819 790	2 643 565
			2 786 915	2 786 915	2 744 083
			2 012 394	6 247 950	5 871 235
7 799	23 634	4 629	709 829	793 752	711 891
178 714	36 448	161 062	161 919	2 298 281	1 069 268
<b>1 512 394</b>	<b>193 724</b>	<b>1 417 907</b>	<b>11 050 263</b>	<b>46 352 505</b>	<b>43 655 194</b>
			26	26	29 1
			2 815	2 815	2 709 2
406 599	18 668	348 040	893 086	1 692 626	1 745 443 3
108	27 328	216	456 156	539 502	516 074 4
			153	21 296	22 038 5
8 934	1 381	5 928	182 712	204 361	158 447 6
75 716	817	45 948	245 944	556 981	530 337 7
13 220	747	6 888	10 915	41 246	36 095 8
	8 523	2 998	478 759	499 826	415 920 9
524 388	35 091	596 754	745 746	13 231 039	12 482 441 10
	439	21	2 797 369	2 806 015	2 760 946 11
8 009	163	6 164	1 700 110	1 747 590	1 633 634 12
			2 688	17 011	17 750 13
			28 287	28 287	28 292 14
	523		82 297	219 380	207 982 15
			33 027	33 027	23 950 16
	1 846		17 088	18 934	22 064 17
			123	123	122 18
342 452	37 502	303 620	3 053 549	23 969 234	22 362 247 19
			70 402	78 507	64 395 20
			311	311	465 21
	11 834	19 331		84 566	84 499 22
132 968	48 862	81 966	240 482	543 851	524 708 23
		33	8 218	15 951	14 607 24
<b>1 512 394</b>	<b>193 724</b>	<b>1 417 907</b>	<b>11 050 263</b>	<b>46 352 505</b>	<b>43 655 194</b>
<b>1 706 118</b>					

## SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	2008	<sup>1</sup>	2007
Affaires municipales et Régions					51 277	51 277		35 406
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		1 128	982	8 310		10 420		15 868
Emploi et Solidarité sociale	116 101	46 171	25 166	3 241	831 656	1 022 335		1 052 738
Finances		450				450		450
Justice	262	558			14 316	15 136		13 900
Ressources naturelles et Faune	120 248	114 713	12 400	17 226	87 245	351 832		257 602
Revenu		71 879	54 708			126 587		115 282
Santé et Services sociaux					1 793	1 793		1 545
Sécurité publique	163 671	43 675	5 164			212 510		196 098
Tourisme	15 950	18 308			25 684	59 942		59 012
Transports	68 737	62 923	452 679	316 889		901 228		778 656
	<u>484 969</u>	<u>359 805</u>	<u>551 099</u>	<u>345 666</u>	<u>1 011 971</u>	<u>2 753 510</u>		<u>2 526 557</u>

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2008.

## SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobi- li-sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	84 241			84 241	847	85 088
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	44 004			44 004	182	44 186
Affaires municipales et Régions	49 165	18 907		68 072	55	68 127
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 166	42 716		165 882	429	166 311
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	369 192	21 143		390 335		390 335
Conseil exécutif	54 647			54 647		54 647
Culture, Communications et Condition féminine	47 480	119 991		167 471	401	167 872
Développement durable, Environnement et Parcs	97 788			97 788	1 154	98 942
Développement économique, Innovation et Exportation	57 648	2 925		60 573	351	60 924
Éducation, Loisir et Sport	93 271	9 735 806		9 829 077	803	9 829 880
Emploi et Solidarité sociale	171 844	5 912	116 101	293 857		293 857
Famille et Aînés	61 732			61 732	1 813	63 545
Finances	44 614	11 385		55 999	272	56 271
Immigration et Communautés culturelles	66 438			66 438	1 737	68 175
Justice	277 452	119 419	262	397 133	2 990	400 123
Relations internationales	51 417			51 417		51 417
Ressources naturelles et Faune	105 155		120 248	225 403	173	225 576
Revenu	308 960			308 960		308 960
Santé et Services sociaux	62 630	15 693 188		15 755 818		15 755 818
Sécurité publique	490 823		163 671	654 494	4 400	658 894
Services gouvernementaux	9 114			9 114		9 114
Tourisme		24 301	15 950	40 251		40 251
Transports	184 621	25 408	68 737	278 766	4 385	283 151
Travail	15 054	5 591		20 645		20 645
	<b>2 870 456</b>	<b>25 826 692</b>	<b>484 969</b>	<b>29 182 117</b>	<b>19 992</b>	<b>29 202 109</b>



## **DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS**



---

## SECTION 2

### DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

---

#### TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale.....	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale.....	2-11
Affaires municipales et Régions.....	2-19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation.....	2-32
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.....	2-41
Conseil exécutif.....	2-51
Culture, Communications et Condition féminine.....	2-61
Développement durable, Environnement et Parcs.....	2-72
Développement économique, Innovation et Exportation.....	2-81
Éducation, Loisir et Sport .....	2-89
Emploi et Solidarité sociale.....	2-101
Famille et Aînés.....	2-109
Finances.....	2-117
Immigration et Communautés culturelles.....	2-129
Justice.....	2-136
Relations internationales.....	2-147
Ressources naturelles et Faune .....	2-153
Revenu.....	2-162
Santé et Services sociaux.....	2-169
Sécurité publique.....	2-180
Services gouvernementaux.....	2-189
Tourisme.....	2-196
Transports.....	2-202
Travail.....	2-211





## ASSEMBLÉE NATIONALE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 917	2 610
<b>Moins : Montants inscrits au compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale</b>	<b>2 917</b>	<b>2 610</b>
	.....	.....
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	76	191
	76	191
<b>Total des revenus autonomes</b>	<b>76</b>	<b>191</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>76</b>	<b>191</b>

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 1		SECRÉTARIAT GÉNÉRAL, AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET AFFAIRES INSTITUTIONNELLES				
Sommaire : page 1-22						
1. Secrétariat général, affaires juridiques, affaires institutionnelles et sécurité Permanents <sup>1</sup>	10 082	3		9 928	8 463	
2. Affaires parlementaires et bibliothèque Permanents <sup>1</sup>	7 799		5	7 787	6 915	
TOTAL	17 881	3	5	17 715	15 378	
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).						

<b>PROGRAMME 2</b>					
Sommaire : page 1-22					
<b>SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT À L'ADMINISTRATION ET À L'INFORMATION</b>					
1. Affaires informationnelles Permanents <sup>1</sup>	6 551			6 532	5 721
2. Affaires administratives Permanents <sup>1</sup>	34 124		7 827	24 667	16 341
Ne nécessitant pas de crédits				4 977	
<b>TOTAL</b>	<b>40 675</b>		<b>7 827</b>	<b>36 176</b>	<b>22 062</b>
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					

<b>PROGRAMME 3</b>					
Sommaire : page 1-22					
<b>SERVICES STATUTAIRES AUX PARLEMENTAIRES</b>					
1. Indemnités et allocations aux parlementaires Permanents <sup>1</sup>	13 319			13 319	13 319
Permanents <sup>2</sup>	11 478	382		11 096	1 114
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés Permanents <sup>2</sup>	27 979			27 979	25 240
3. Services de recherche des partis politiques Permanents <sup>2</sup>	2 730			2 729	1 899
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale Permanents <sup>1</sup>	5 229			5 229	5 229
<b>TOTAL</b>	<b>60 735</b>	<b>382</b>		<b>60 352</b>	<b>46 801</b>
1 Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).					
2 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la Bibliothèque et la sécurité des personnes et des biens, de même qu'à assurer les activités protocolaires et interparlementaires.

1 465							151
872							7
2 337							158

Ce programme vise à assurer le soutien aux parlementaires et aux unités administratives en matière de gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés aux communications, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi que la gestion des restaurants et du parc immobilier, d'autre part.

811							19
8 326							1 630
4 977							
14 114							1 649

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

9 982							
2 713		26					
830							1
13 525		26					1

## ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Permanents	119 291	385	7 832	109 266	84 241
Ne nécessitant pas de crédits				4 977	
TOTAL	119 291	385	7 832	114 243	84 241 <sup>1</sup>

1 Incluant 6 416 à l'égard de 68 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

---

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
24 999 4 977		26					1 808
<b>29 976</b>		<b>26</b>					<b>1 808</b>

**ASSEMBLÉE NATIONALE****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles			
Autres			
Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires			
Autres	26		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>26</b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
						8
		26			26	21
		<b>26</b>			<b>26</b>	<b>29</b>

---



## ASSEMBLÉE NATIONALE

## DÉPENSES DE TRANSFERT

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

---

	Crédits autorisés	2008	2007
Support	26	26	29
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>29</b>

## PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Divers	7	
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	303	456
Divers	88	61
	391	517
Intérêts		
Divers	27	17
Amendes et confiscations		
Retrait - parti politique	18	125
Divers	10	11
	28	136
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	956	124
Contributions volontaires	255	
	1 211	124
	1 657	794
<b>Total des revenus autonomes</b>	1 664	794
<b>Total des revenus</b>	<b>1 664</b>	<b>794</b>

## PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
LE PROTECTEUR DU CITOYEN					
Sommaire : page 1-22					
1. Le Protecteur du citoyen	12 861		424	12 410	8 748
Permanents <sup>1</sup>	293			284	284
Ne nécessitant pas de crédits				315	
TOTAL	13 154		424	13 009	9 032
1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).					

<b>PROGRAMME 2</b>					
<b>LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL</b>					
Sommaire : page 1-22					
1. Le Vérificateur général	23 101		534	22 162	16 831
Ne nécessitant pas de crédits				426	
<b>TOTAL</b>	<b>23 101</b>		<b>534</b>	<b>22 588</b>	<b>16 831</b>

<b>PROGRAMME 3</b>					
<b>ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL</b>					
Sommaire : page 1-22					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents <sup>1</sup>	17 948		824	16 395	12 700
Ne nécessitant pas de crédits				516	
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents <sup>1</sup>	432			400	
3. Activités électorales					
Permanents <sup>1</sup>	17 701		524	13 972	3 736
Ne nécessitant pas de crédits				1 024	
<b>TOTAL</b>	<b>36 081</b>		<b>1 348</b>	<b>32 307</b>	<b>16 436</b>
1 Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen requiert les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

3 662						27	9
315							
3 977						27	9

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement. Il vise également la vérification de l'application de la Loi sur le développement durable (2006, c. 3). Le résultat de ces vérifications est communiqué dans un rapport à l'Assemblée nationale.

5 331						405	
426							
5 757						405	

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

3 695							729
516							
400							32
7 421		2 815					3 205
1 024							
13 056		2 815					3 966

## PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-22					
LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME					
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 641		5	2 447	1 705
Ne nécessitant pas de crédits				99	
TOTAL	2 641		5	2 546	1 705
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	38 603		963	37 019	27 284
Permanents	36 374		1 348	31 051	16 720
Ne nécessitant pas de crédits				2 380	
TOTAL	74 977		2 311	70 450	44 004 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Incluant 6 899 à l'égard de 69 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

**Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.**

742							189
99							
841							189

9 735						432	189
11 516		2 815					3 975
2 380							
<b>23 631</b>		<b>2 815</b>				<b>432</b>	<b>4 164</b>

## PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	<u>2 851</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>2 851</u></b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
		2 815			2 815	2 709
		<b>2 815</b>			<b>2 815</b>	<b>2 709</b>

---



## PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## DÉPENSES DE TRANSFERT

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Support	2 851	2 815	2 709
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>2 851</b>	<b>2 815</b>	<b>2 709</b>

## AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 560	4 485
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	29	36
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	1 275	1 038
Débiteurs	42	92
Divers	10	8
	1 327	1 138
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	336	492
Subventions d'années antérieures	12 527	434
Divers		4
	12 863	930
	14 219	2 104
<b>Total des revenus autonomes</b>	18 779	6 589
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Programme d'infrastructures	27 605 <sup>1</sup>	52 901
Infrastructures 2005	32 488 <sup>1</sup>	6 583
	60 093	59 484
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte relatif au programme d'infrastructures	27 605 <sup>1</sup>	52 901
Compte relatif aux infrastructures 2005	32 488 <sup>1</sup>	6 583
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>		
<b>Total des revenus</b>	<b>18 779</b>	<b>6 589</b>

1 La variation s'explique principalement par la fin du programme d'infrastructures lequel est remplacé par Infrastructures 2005.

## AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts, Placements, Avances et			
Éléments	AUTORISÉS	Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1	PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE				
Sommaire : page 1-14					
1.	Aide au développement de la Métropole	61 991		61 991	
2.	Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	16 323	1 015	15 307	
	Permanents <sup>1</sup>	828		334	
TOTAL		79 142	1 015	77 632	
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
PROGRAMME 2		MISE À NIVEAU DES INFRASTRUCTURES ET RENOUVEAU URBAIN			
Sommaire : page 1-14					
1.	Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	21 598		21 598	
2.	Assainissement des eaux du Québec	435 952		435 952	
3.	Infrastructures	129 830		129 830	636
4.	Renouveau urbain et villageois	8 557		8 557	
TOTAL		595 937		595 937	636

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale en matière de gouvernance locale et régionale.

		61 991					
		15 307					1
	334						494
	334	77 298					495

Ce programme procure le financement requis pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. Il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par les programmes d'infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.

		21 598					
		435 952					
545		128 649					
1		8 556					
546		594 755					

## AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-22					
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES ET AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS					
1. Compensation tenant lieu de taxes	300 271	94 710 <sup>3</sup>		300 271	
2. Aménagement du territoire municipal	425			425	
3. Aide financière aux municipalités	29 969			29 969	
Permanents <sup>1</sup>	292				
Permanents <sup>2</sup>	112			112	
4. Mesures financières du partenariat fiscal	273 580	46 800 <sup>3</sup>		260 668	
TOTAL	604 649	141 510		591 445	
1 Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, c. 51).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2006-2007.					

**PROGRAMME 4**

**Sommaire : page 1-22**

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

1. Direction	4 907			4 907	2 409
Permanents <sup>1</sup>	19			19	
2. Gestion	27 730			26 088	22 647
3. Services partagés	29 292		3 107	24 797	9 071
Ne nécessitant pas de crédits				2 025	
<b>TOTAL</b>	<b>61 948</b>		<b>3 107</b>	<b>57 836</b>	<b>34 127</b>
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

**PROGRAMME 5**

**Sommaire : page 1-22**

**DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ET RURALITÉ**

1. Soutien au développement local et régional	96 235			96 235	
<b>TOTAL</b>	<b>96 235</b>			<b>96 235</b>	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du Partenariat fiscal et financier 2007-2013 conclu avec le monde municipal.

		300 271					(94 710)
		425					
		29 969					292
	112						
		260 668					(33 888)
	112	591 333					(128 306)

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec. De plus, les Services partagés - Affaires municipales et Régions offrent des services administratifs reliés aux ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles pour deux organismes du portefeuille.

907		1 591					
19							
3 034		407					1 642
15 725		1					1 388
2 025							
21 710		1 999					3 030

Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et celles sur la ruralité.

		44 958	51 277				
		44 958	51 277				

## AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts,			
Éléments	AUTORISÉS	Placements,			
		Avances et	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Autres			
PROGRAMME 6					
COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC					
Sommaire : page 1-22					
1. Commission municipale du Québec	2 225		3	1 632	1 191
Ne nécessitant pas de crédits				1	
TOTAL	2 225		3	1 633	1 191
PROGRAMME 7					
HABITATION					
Sommaire : page 1-14					
1. Société d'habitation du Québec	444 832	62 549 <sup>1</sup>		382 283	
TOTAL	444 832	62 549		382 283	
1 Montant inscrit à la dette nette en raison des engagements pris par le gouvernement en matière d'habitation au cours des exercices antérieurs.					
PROGRAMME 8					
RÉGIE DU LOGEMENT					
Sommaire : page 1-22					
1. Régie du logement	17 641	1	53	17 586	13 211
Ne nécessitant pas de crédits				216	
TOTAL	17 641	1	53	17 802	13 211
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 901 358	205 075	3 163	1 818 096	49 165
Permanents	1 251			465	
Ne nécessitant pas de crédits				2 242	
	1 902 609	205 075	3 163	1 820 803	49 165 <sup>1</sup>

1 Incluant 12 668 à l'égard de 113 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe.

441					567		23
1							
442					567		23

Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la promotion du savoir-faire québécois en habitation.

		382 283					
		382 283					

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

4 375							1
216							
4 591							1

25 028		1 692 626	51 277		567		(125 543)
19	446						786
2 242							
27 289	446	1 692 626	51 277		567		(124 757)



## AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	15 307		
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	15 753		
Fonds de développement de la Métropole	18 454	997	
Grand Montréal Bleu	415		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 369		
Soutien au développement économique de Montréal	6 000		
Total du programme 1	77 298	997	
Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	8 317		
Assainissement des eaux du Québec	435 795		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	1 161		
Eaux vives du Québec	20 437		
Infrastructures Canada-Québec 2000	31 760		
Infrastructures Canada-Québec 94-97	25 091	1 811	
Infrastructures municipales en milieu nordique	4 480		
Infrastructures Québec-Municipalités	57 194	1 414	
Renouveau urbain et villageois	8 556		
Villages branchés du Québec	1 417		
Autres	547		
Total du programme 2	594 755	3 225	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	354		
Compensation financière pour les équipements antipollution	5 136		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	1 907 <sup>1</sup>		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	186 691 <sup>1</sup>		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	16 963 <sup>1</sup>		
Mesures financières du partenariat fiscal	226 780 <sup>1</sup>		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 998		
Programme de neutralité	10 467		
Regroupement municipal	425		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 256		
Autres	6 833		
Total du programme 3	462 810		

<sup>1</sup> Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-23.

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
		15 307			15 307	14 636
15 753					15 753	16 383
131	5 285	12 041			18 454	18 397
	415				415	315
	21 369				21 369	21 331
	6 000				6 000	
15 884	33 069	27 348			77 298	71 062
	8 317				8 317	8 737
	435 795				435 795	440 728
	1 161				1 161	1 431
	20 437				20 437	19 738
274	28 533	2 953			31 760	20 533
	20 105	3 175			25 091	46 162
	4 480				4 480	4 067
1 392	49 392	4 996			57 194	34 520
	8 556				8 556	8 165
	586	831			1 417	248
	157	390			547	572
1 666	577 519	12 345			594 755	584 901
	354				354	106
	5 136				5 136	5 171
	2 327				2 327 <sup>1</sup>	1 695
	275 945				275 945 <sup>1</sup>	266 482
	21 999				21 999 <sup>1</sup>	20 499
	260 668				260 668 <sup>1</sup>	388 857
	5 998				5 998	5 991
	10 467				10 467	13 984
	425				425	3 783
	1 256				1 256	
	6 693	65			6 758	9 715
	591 268	65			591 333	716 283

## AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 999	23	6
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Fonds conjoncturel de développement	3 226		
Fonds de diversification économique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5 871	764	
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	5 450		
Politique nationale de la ruralité	29 521	1 108	
Autres	890		
Total du programme 5	44 958	1 872	
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	30 977		
Aide au logement social, communautaire et abordable	321 149		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	622	444	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	29 535		
Total du programme 7	382 283	444	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>1 564 103</b>	<b>6 561</b>	<b>6</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
12	321	1 627		10	1 999	1 760
23	730	2 473			3 226	2 923
	3 497	1 610			5 871	5 755
	5 450				5 450	2 605
	25 565	2 698		150	29 521	21 690
		890			890	646
23	35 242	7 671		150	44 958	33 619
		1 603	29 374		30 977	25 308
		190 003	131 146		321 149	282 940
		178			622	957
				29 535	29 535	28 613
		191 784	160 520	29 535	382 283	337 818
<b>17 585</b>	<b>1 237 419</b>	<b>240 840</b>	<b>160 520</b>	<b>29 695</b>	<b>1 692 626</b>	<b>1 745 443</b>



## AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération	18 907	18 907	19 886
Fonctionnement	7 326	7 326	5 993
Capital	425 267	425 267	406 432
Intérêt	348 040	348 040	335 216
Support	764 563 <sup>1</sup>	893 086 <sup>1</sup>	977 916
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>1 564 103</b>	<b>1 692 626</b>	<b>1 745 443</b>

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-23.

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Support	51 277	51 277	35 406
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>51 277</b>	<b>51 277</b>	<b>35 406</b>

## AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	68	52
<b>Autres</b>		
Études de dossiers	544	349
Vente et mélange d'aliments médicamenteux	41	119
Demande d'autorisation - zone agricole	561	588
Commercialisation des grains	217	207
Mise en marché	101	83
Abattoir et atelier	237	275
Inséminateurs	65	63
Acte déclaratoire - CPTAQ	102	98
Pêche commerciale	128	91
Préparation ou mise en conserve du poisson	63	62
Restauration et vente au détail d'aliments	11 180	10 921
Divers	43	45
	13 282	12 901
	13 350	12 953
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Eau	102	1
Cale de halage	54	47
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	351	469
Cotisations - surveillance quotas, producteurs de volailles	57	40
Aide technique et soutien	69	70
Autres aides à l'agriculteur	1 010	1 015
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	4 000	5 500
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 249	3 563
Divers	116	116
	9 008	10 821
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	4 000	5 500
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 249	3 563
	1 759	1 758
<b>Intérêts</b>		
Prêts aux pêcheurs	35	51
Prêts à des entreprises agro-alimentaires	368	
Divers	19	24
	422	75
<b>Recouvrements</b>		
Dépenses d'années antérieures	691	162
Subventions d'années antérieures	689	4 789
Divers	14	14
	1 394	4 965
	3 575	6 798
<b>Total des revenus autonomes</b>	16 925	19 751

## AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	297 358 <sup>1</sup>	208 257
	297 358	208 257
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte relatif au financement des programmes de gestion des risques agricoles	297 358 <sup>1</sup>	208 257
	297 358	208 257
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>		
<b>Total des revenus</b>	<b>16 925</b>	<b>19 751</b>

<sup>1</sup> L'augmentation est attribuable principalement au nouveau programme Agri-investissement et suite au nouvel Accord Canada-Québec sur l'indemnité pour les coûts de production (ICP).



## AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES BIOALIMENTAIRES,			
Sommaire : page 1-16		FORMATION ET QUALITÉ DES ALIMENTS			
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	253 653		4	253 649	40 546
2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles	17 895	1	123	17 771	6 636
3. Institut de technologie agroalimentaire	18 728	1	195	18 532	15 216
4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	54 049		910	53 139	23 468
5. Direction et services à la gestion	63 284	22	10 796	52 466	27 138
Permanents <sup>1</sup>	38			38	
Permanents <sup>2</sup>	43			43	
Permanents <sup>3</sup>	1				
Ne nécessitant pas de crédits				10 333	
Ajustements négatifs de provisions <sup>4</sup>				(15)	
TOTAL	407 691	24	12 028	405 956	113 004
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
4 Loi sur le financement de la pêche commerciale, (L.R.Q., c. F-1.3).					

## PROGRAMME 2

## ORGANISMES D'ÉTAT

Sommaire : page 1-16

1. Financière agricole du Québec	305 000			305 000	
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 830		328	8 428	6 843
Permanents <sup>1</sup>	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				389	
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 497		18	4 256	3 319
Permanents <sup>1</sup>	2			2	
Ne nécessitant pas de crédits				43	
TOTAL	318 332		346	318 121	10 162
1	Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).				

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

**Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.**

8 368		204 735					
1 898	312	8 925					
1 764		1 552					
10 381		19 290					
25 328 38	43						1
10 333	(15)						
58 110	340	234 502					1

**Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.**

		305 000					
1 585					46	6	22
389	3						
937					211	9	3
43	2						
2 954	5	305 000			257	15	25

## AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	725 936	24	12 374	713 241	123 166
Permanents	87			86	
Ne nécessitant pas de crédits				10 765	
Ajustements négatifs de provisions				(15)	
TOTAL	726 023	24	12 374	724 077	123 166 <sup>1</sup>

1 Incluant 14 420 à l'égard de 146 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
50 261	312	539 502			257	15	25
38	48						1
10 765	(15)						
<b>61 064</b>	<b>345</b>	<b>539 502</b>			<b>257</b>	<b>15</b>	<b>26</b>

## AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	18 716	2 873	
Aide à la ségrégation, la récupération et la disposition du matériel à risque spécifié	10 000	10 000	
Aide spéciale aux exploitations affectées par le nématode doré	6	6	
Aide spéciale au confinement des oiseaux d'élevage	313	233	
Aide spéciale aux exploitations porcines	15 000	15 000	
Amélioration de la santé animale	15 211	15 211	
Appui à la formation	2 809	1 278	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	8 925	5 810	
Appui au développement en région	13 021	12 477	
Appui au secteur de la transformation	4 297	3 780	
Prime-Vert	32 129	31 911	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	108 908	108 908	
Traçabilité des aliments	3 425		
Autres	1 742	526	
Total du programme 1	234 502	208 013	
Programme 2 - Organismes d'État			
Financière agricole du Québec	305 000	249 306	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>539 502</b>	<b>457 319</b>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
1 381		14 222		240	18 716	14 372
					10 000	
					6	1 210
		80			313	966
					15 000	15 000
					15 211	13 769
1 167		364			2 809	1 519
1 306		1 209		600	8 925	10 415
10		534			13 021	11 367
		517			4 297	3 364
		214		4	32 129	33 242
					108 908	101 080
		3 425			3 425	3 009
18	7	1 191			1 742	1 761
3 882	7	21 756		844	234 502	211 074
				55 694	305 000	305 000
<b>3 882</b>	<b>7</b>	<b>21 756</b>		<b>56 538</b>	<b>539 502</b>	<b>516 074</b>

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération	42 716	42 716	41 035
Fonctionnement	12 978	12 978	12 500
Capital	27 436	27 436	27 255
Intérêt	216	216	155
Support	456 156	456 156	435 129
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>539 502</b>	<b>539 502</b>	<b>516 074</b>

## CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	4 882	3 420
Intérêts		
Divers	(984)	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	7 438	12 799
	11 336	16 219
<b>Total des revenus autonomes</b>	11 336	16 219
<b>Total des revenus</b>	11 336	16 219



## CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts, Placements, Avances et			
Éléments	AUTORISÉS	Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-24					
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR					
1. Soutien au Conseil du trésor	49 066	1		49 065	25 031
2. Fonctions gouvernementales	5 565			5 565	2 743
3. Contributions de l'employeur	37 003	37 003	<sup>1</sup>		
Ajustements négatifs de provisions				(13 122) <sup>3</sup>	(13 122)
4. Fonds dédiés aux sinistres	9 365			9 365	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	99				
6. Provision pour l'équité salariale	49 800			49 800	49 800
7. Provision pour passif environnemental	520 002	813 371	<sup>2</sup>		
TOTAL	670 900	850 375		100 673	64 452
1 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2006-2007.					
2 Incluant un montant de 468 352 relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2006-2007 et un montant de 345 019 porté à la dette nette pour un passif environnemental à l'égard de terrains contaminés existants au 31 mars 2006.					
3 Ajustements négatifs de provisions afférents à une provision maladie vacances.					

## PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-24

## COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

1. Commission de la fonction publique Ne nécessitant pas de crédits	3 718		19	3 182 27	2 578
<b>TOTAL</b>	<b>3 718</b>		<b>19</b>	<b>3 209</b>	<b>2 578</b>

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, budgétaires et matérielles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.

22 826		153	1 055				
2 822							
			9 365				
							99
							(293 369)
25 648		153	10 420				(293 270)

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).

604					100	104	313
27							
631					100	104	313

## CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-24					
RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES					
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents <sup>1</sup>	24 794			24 398	24 398
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents <sup>2</sup>	20 216			19 009	
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents <sup>3</sup>	157 727			146 451	146 451
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents <sup>4</sup>	3 976 12			2 894 12	760 12
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents <sup>5</sup>	9 984			9 984	9 984
6. Régime de retraite des juges Permanents <sup>6</sup>	20 506			20 506	20 506
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents <sup>7</sup>	16 470			16 470	16 470
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents <sup>8</sup>	83 581			83 581	83 581
TOTAL	337 266			323 305	302 162

1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).

2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).

3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).

5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).

6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).

7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1).

8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

[illegible]

## CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4	FONDS DE SUPPLÉANCE				
Sommaire : page 1-24					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2007-2008					
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à l'inscription d'un passif environnemental et la mise en œuvre d'un plan de restauration sur 10 ans des sites contaminés					
5. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures	100				
TOTAL	100				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	678 694	850 375	19	119 871	80 912
Permanents	333 290			320 411	301 402
Ne nécessitant pas de crédits				27	
Ajustements négatifs de provisions				(13 122)	(13 122)
TOTAL	1 011 984	850 375	19	427 187	369 192

<sup>1</sup> Incluant 6 746 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

							100
							100
26 252		2 287	10 420		100	104	(291 775)
27		19 009					12 879
<b>26 279</b>		<b>21 296</b>	<b>10 420</b>		<b>100</b>	<b>104</b>	<b>(278 896)</b>

## CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres	153		
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 907		1 622
Régime de retraite de certains enseignants	20 216		
Total du programme 3	23 123		1 622
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>23 276</b>		<b>1 622</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
		153			153	156
512 19 009					2 134 19 009	2 003 19 879
19 521					21 143	21 882
<b>19 521</b>		<b>153</b>			<b>21 296</b>	<b>22 038</b>

---



## CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

## DÉPENSES DE TRANSFERT

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération	23 123	21 143	21 883
Support	153	153	155
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>23 276</b>	<b>21 296</b>	<b>22 038</b>

## DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Fonctionnement	1 128	1 128	220
Capital	982	982	5 672
Intérêt	8 310	8 310	9 976
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>10 420</b>	<b>10 420</b>	<b>15 868</b>

## CONSEIL EXÉCUTIF

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	70	
Financement de la Stratégie d'action jeunesse	8	41
Divers	5	4
	83	45
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	70	
Compte pour le financement de la Stratégie d'action jeunesse	8	41
	5	4
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	147	71
Subventions d'années antérieures		62
	147	133
	152	137
<b>Total des revenus autonomes</b>	152	137
<b>Total des revenus</b>	152	137

## CONSEIL EXÉCUTIF

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-24					
CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR					
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	944			922	595
TOTAL	944			922	595
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-24					
SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF					
1. Cabinet du premier ministre Permanents <sup>1</sup>	5 623 659	1		5 371 659	4 051
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif Permanents <sup>2</sup>	17 009 3 688			13 734 3 688	9 462 245
3. Direction générale de l'administration Permanents <sup>2</sup> Ne nécessitant pas de crédits	18 679 10	1	372	16 101 10 334	8 723 10
4. Indemnités de l'exécutif Permanents <sup>1</sup>	1 224			1 224	1 224
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	17 368			16 491	15 452
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	1 390				
TOTAL	65 650	2	372	57 612	39 167

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur les commissions d'enquête, (L.R.Q., c. C-37).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

327						11	11
327						11	11

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

893		427					251
659							
3 996		276			1 426	688	1 161
3 443							
7 378					64	905	1 236
334							
1 039							877
							1 390
17 742		703			1 490	1 593	4 915

**CONSEIL EXÉCUTIF**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 3						AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
Sommaire : page 1-24						
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information Permanents <sup>1</sup> Ne nécessitant pas de crédits	1 612 115		7	1 375 115 12	772	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes Ne nécessitant pas de crédits	6 852	36	10	5 851 22	2 950	
3. Représentation du Québec au Canada	2 341			2 039	1 260	
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 167			4 632	689	
TOTAL	16 087	36	17	14 046	5 671	
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).						

**PROGRAMME 4**

**AFFAIRES AUTOCHTONES**

Sommaire : page 1-24

1. Secrétariat aux affaires autochtones	177 181		2	173 571		3 032
Permanents <sup>1</sup>						
Ne nécessitant pas de crédits				33		
<b>TOTAL</b>	<b>177 181</b>		<b>2</b>	<b>173 604</b>		<b>3 032</b>
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).						

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

**Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.**

341		262					230
115							
12							
1 901		1 000			282	290	383
22							
779							302
136		3 807					535
3 306		5 069			282	290	1 450

**Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.**

2 768	294	167 477			1 130	141	2 337
33							
2 801	294	167 477			1 130	141	2 337

**CONSEIL EXÉCUTIF**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-24					
JEUNESSE					
1. Secrétariat à la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	35 956		7	33 107 2	1 396
2. Conseil permanent de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	777		2	746 3	540
TOTAL	36 733		9	33 858	1 936
PROGRAMME 6					
Sommaire : page 1-24					
RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET ACCÈS À L'INFORMATION					
1. Réforme des institutions démocratiques	1 090			817	756
2. Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits	4 259		14	3 987 30	3 172
3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels	571			402	318
TOTAL	5 920		14	5 236	4 246
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	296 819	38	414	279 146	53 168
Permanents	5 696			5 696	1 479
Ne nécessitant pas de crédits				436	
TOTAL	302 515	38	414	285 278	54 647

<sup>1</sup> Incluant 13 139 à l'égard de 110 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment la mise en œuvre de la politique québécoise de la jeunesse. Un compte à fin déterminée de l'ordre de 42 000 000 \$ est utilisé pour financer la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

665 2		31 046			108	114	2 620
206 3							29
876		31 046			108	114	2 649

Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.

45		16			44	40	189
815 30					123	104	31
34		50				5	164
924		66			167	149	384

21 323 4 217 436	294	204 361			3 177	2 298	11 746
25 976	294	204 361			3 177	2 298	11 746



**CONSEIL EXÉCUTIF****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Autres	<u>10</u>		
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ENAP	599		
Autres	<u>545</u>		
Total du programme 2	<u>1 144</u>		
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	861		
Centre de la francophonie des Amériques	1 425		
Organismes francophones hors-Québec	1 531		
Soutien à la recherche	1 000		
Autres	<u>323</u>		
Total du programme 3	<u>5 140</u>		
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	95 335		
Entente avec les inuits (Sanarrutik)	16 218		
Financement global de l'Administration régionale Kativik	36 151		
Financement global des villages nordiques	10 774		
Fonds de développement pour les autochtones	6 796	118	
Fonds d'initiatives autochtones	3 814	131	
Organismes autochtones	1 226		
Transfert des terres Oujé-Bougoumou			
Autres	<u>73</u>		
Total du programme 4	<u>170 387</u>	<u>249</u>	
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	32 574		
Autres	<u>240</u>	<u>1</u>	
Total du programme 5	<u>32 814</u>	<u>1</u>	
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Autres	<u>25</u>		
Total du programme 6	<u>75</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>209 570</u></b>	<b><u>250</u></b>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
						10
175					175	175
13	12	493		10	528	481
188	12	493		10	703	656
48		800	13		861	502
				1 425	1 425	
48	4	1 469			1 521	1 870
		1 000			1 000	
157		105			262	73
253	4	3 374	13	1 425	5 069	2 445
		92 425			92 425	80 091
	5 406	10 812			16 218	16 144
	36 151				36 151	32 694
	10 774				10 774	9 963
	379	6 299			6 796	7 650
	1 134	2 549			3 814	
25	5	1 196			1 226	2 037
	2	71			73	784
25	53 851	113 352			167 477	149 363
190		30 616			30 806	5 279
32	8	191		8	240	634
222	8	30 807		8	31 046	5 913
		50			50	60
		16			16	
		66			66	60
<b>688</b>	<b>53 875</b>	<b>148 092</b>	<b>13</b>	<b>1 443</b>	<b>204 361</b>	<b>158 447</b>

**CONSEIL EXÉCUTIF****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Fonctionnement	5 406	5 406	
Capital	10 315	10 315	10 470
Intérêt	5 928	5 928	6 619
Support	<u>187 921</u>	<u>182 712</u>	<u>141 358</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>209 570</u></b>	<b><u>204 361</u></b>	<b><u>158 447</u></b>

## CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Cours		501
Aide technique et soutien		193
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	505	1 103
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	648	470
Financement des unités autonomes de service	685	485
Divers	5	66
	1 843	2 818
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	505	1 103
Compte pour l'application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	648	470
Compte pour le financement des unités autonomes de service	685	485
	5	760
Amendes et confiscations		
Divers		1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	114	121
Subventions d'années antérieures	82	158
	196	279
	201	1 040
<b>Total des revenus autonomes</b>	201	1 040
<b>Total des revenus</b>	<b>201</b>	<b>1 040</b>

**CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE****DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 1						GESTION INTERNE, CENTRE DE CONSERVATION DU QUÉBEC ET COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC
Sommaire : page 1-12						
1. Gestion interne et soutien	48 340	2	7 012	41 326	25 290	
Permanents <sup>1</sup>	10			10		
Permanents <sup>2</sup>	2			1		
Ne nécessitant pas de crédits				1 514		
2. Centre de conservation du Québec	2 176		34	2 142	1 396	
Ne nécessitant pas de crédits				38		
3. Commission des biens culturels du Québec	476			476	302	
TOTAL	51 004	2	7 046	45 507	26 988	

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

16 036							
10							
1							1
1 514							
746							
38							
174							
18 519							1

**CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT				
<hr/>						
1. Action culturelle et communications	151 636			151 636		
2. Musées nationaux	67 598			67 598		
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	18 300			18 300		
4. Société de développement des entreprises culturelles	67 942			67 942		
5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	747			747		
6. Société de télédiffusion du Québec	60 497			60 497		
7. Conseil des arts et des lettres du Québec	88 660			88 660		
8. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	76 053			76 053		
9. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	22 039			22 039		
TOTAL	553 472			553 472		

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		151 636					
		67 598					
		18 300					
	397	67 545					
		747					
		60 497					
		88 660					
		76 053					
		22 039					
	397	553 075					



**CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-12					
CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE					
1. Coordination de la politique linguistique Ne nécessitant pas de crédits	3 267			2 983 3	740
2. Office québécois de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	19 277		199	18 788 239	14 533
3. Conseil supérieur de la langue française Ne nécessitant pas de crédits	1 667		7	1 392 7	843
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
TOTAL	24 211		206	23 412	16 116
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-20					
CONDITION FÉMININE					
1. Conseil du statut de la femme Ne nécessitant pas de crédits	4 354		2	4 352 11	3 130
2. Secrétariat à la condition féminine	5 991			5 991	1 246
TOTAL	10 345		2	10 354	4 376
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	639 020	2	7 254	630 922	47 480
Permanents	12			11	
Ne nécessitant pas de crédits				1 812	
TOTAL	639 032	2	7 254	632 745	47 480

1 Incluant 7 281 à l'égard de 75 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

1 174 3		1 069			150	131	3
4 026 239		229			226	64	
534 7		15			173	92	3
5 983		1 313			549	287	6

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

1 222 11							
2 152		2 593					
3 385		2 593					
26 064 11 1 812	397	556 981			549	287	6 1
27 887	397	556 981			549	287	7

**CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	48 197		
Aide aux immobilisations	69 202	322	90
Aide aux initiatives de partenariat	16 384		
Aide aux projets	12 521	69	56
Autres interventions particulières en culture et en communications	5 332	37	1
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	74 670		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 383		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	747		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 648		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	82 012		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	22 039		
Musée d'Art contemporain de Montréal	10 202		
Musée de la Civilisation	23 856		
Musée des beaux-arts de Montréal	18 587		
Musée national des beaux-arts du Québec	14 953		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	6 692		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	60 853	47 072	
Société de la Place des Arts de Montréal	13 633		
Société de télédiffusion du Québec	60 497		
Société du Grand Théâtre de Québec	4 667		
Total du programme 2	553 075	47 500	147
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 298		
Autres	15		
Total du programme 3	1 313		
Programme 4 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance	1 200		
Programme «À égalité pour décider»	993		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	40		
Total du programme 4	2 593		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>556 981</b>	<b>47 500</b>	<b>147</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
2 131	1 104	44 962			48 197	46 682
859	31 414	33 457	70	2 990	69 202	70 964
1 510	7 788	6 667		419	16 384	15 098
324	4 483	7 543	36	10	12 521	11 006
75	456	4 598	165		5 332	5 358
				74 670	74 670	66 837
8	12	1 363			1 383	1 004
				747	747	688
				6 648	6 648	6 557
		70 753	11 161	98	82 012	77 153
				22 039	22 039	21 236
				10 202	10 202	10 056
				23 856	23 856	22 453
		18 587			18 587	19 088
				14 953	14 953	14 358
				6 692	6 692	6 780
		11 939	893	949	60 853	53 817
				13 633	13 633	13 756
				60 497	60 497	60 584
				4 667	4 667	4 630
4 907	45 257	199 869	12 325	243 070	553 075	528 105
799		464	32	3	1 298	1 178
			15		15	15
799		464	47	3	1 313	1 193
200		1 000			1 200	
27		966			993	1 000
		360			360	
		40			40	39
227		2 366			2 593	1 039
<b>5 933</b>	<b>45 257</b>	<b>202 699</b>	<b>12 372</b>	<b>243 073</b>	<b>556 981</b>	<b>530 337</b>



**CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération	119 991	119 991	115 164
Fonctionnement	68 565	68 565	80 919
Capital	76 533	76 533	75 828
Intérêt	45 948	45 948	46 114
Support	245 944	245 944	212 312
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>556 981</b>	<b>556 981</b>	<b>530 337</b>

**DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	585	527
Régime des eaux	427	1 405
Sécurité des barrages	1 667	1 126
	<u>2 679</u>	<u>3 058</u>
Autres		
Attestations d'assainissement	620	575
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 784	1 062
Divers	1	1
	<u>2 405</u>	<u>1 638</u>
	<u>5 084</u>	<u>4 696</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	58	60
Terrains et bâtisses	653	295
Location et concessions	884	1 101
Gestion des barrages publics	1 246	661
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 335	1 986
Gains sur disposition d'immobilisations	150	108
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	86	86
Financement des unités autonomes de service	2 010	1 883
Divers	29	30
	<u>6 451</u>	<u>6 210</u>
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 335	1 986
Compte pour le financement des unités autonomes de service	2 010	1 883
	<u>3 106</u>	<u>2 341</u>
Intérêts		
Divers	<u>42</u>	<u>13</u>
Amendes et confiscations		
Divers	<u>40</u>	<u>12</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	257	654
Subventions d'années antérieures	14	139
Divers	3	
	<u>274</u>	<u>793</u>
	<u>3 462</u>	<u>3 159</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>8 546</u>	<u>7 855</u>

**DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	804	694
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	804	694
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>		
<b>Total des revenus</b>	<b>8 546</b>	<b>7 855</b>



## DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES PARCS			
1. Politiques environnementales	17 895		295	17 600	10 631
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	83 026		20 643	62 383	12 685
3. Analyse et expertise régionales	29 055		140	28 915	16 491
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	17 455		131	17 324	15 022
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	5 848		1 013	4 765	4 730
6. Centre d'expertise hydrique du Québec Permanents <sup>1</sup>	25 298 66	1	10 065	12 609 66	9 494 50
7. Direction Permanents <sup>2</sup>	6 976 10		116	6 860 10	4 816
8. Services à la gestion Permanents <sup>3</sup> Permanents <sup>4</sup> Ne nécessitant pas de crédits	39 225 30 105	16	3 770	35 439 30	20 117
				10 614	
TOTAL	224 989	17	36 173	196 615	94 036
1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).					
2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					

## PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-16

BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES  
SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Ne nécessitant pas de crédits	5 548		30	5 244 39	3 752
<b>TOTAL</b>	<b>5 548</b>		<b>30</b>	<b>5 283</b>	<b>3 752</b>

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources. Il permet également d'assumer la gestion des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

953		6 016					
25 138		24 560					
1 995		10 429					
2 302							
35					2		68
3 100 16		15			600	93	1 930
1 818 10		226					
15 322	30						
10 614							105
61 303	30	41 246			602	93	2 103

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

1 492 39					164	91	19
1 531					164	91	19

## DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	230 326	17	36 203	191 139	97 738
Permanents	211			106	50
Ne nécessitant pas de crédits				10 653	
TOTAL	230 537	17	36 203	201 898	97 788 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Incluant 10 270 à l'égard de 106 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
52 155 26 10 653	30	41 246			766	184	2 017 105
<b>62 834</b>	<b>30</b>	<b>41 246</b>			<b>766</b>	<b>184</b>	<b>2 122</b>

**DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 760		
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	1 354		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	8 329		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	2 027		
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	302		
Société des établissements de plein air du Québec	9 361		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 117		
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	102		
Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert	1 165		
Soutien aux organismes de bassin versant	2 220		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	1 685		
Subventions de recherche et de développement en environnement			
Autres	1 825	8	
Total du programme 1	41 247	8	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>41 247</b>	<b>8</b>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
	1 760				1 760	1 200
		1 353			1 353	1 171
	8 329				8 329	8 122
		2 027			2 027	1 977
		302			302	214
				9 361	9 361	9 362
		11 117			11 117	10 751
		102			102	98
		1 165			1 165	
		2 220			2 220	545
		1 685			1 685	1 525
						60
15	334	1 450	6	12	1 825	1 070
15	10 423	21 421	6	9 373	41 246	36 095
<b>15</b>	<b>10 423</b>	<b>21 421</b>	<b>6</b>	<b>9 373</b>	<b>41 246</b>	<b>36 095</b>

---

## DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

## DÉPENSES DE TRANSFERT

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Fonctionnement	9 476	9 476	6 015
Capital	13 968	13 967	13 197
Intérêt	6 888	6 888	7 071
Support	10 915	10 915	9 812
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>41 247</b>	<b>41 246</b>	<b>36 095</b>

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Remboursement	1 076	1 043
Visa - crédit d'impôt pour le design	79	40
Divers	35	39
	1 190	1 122
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	597	194
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	597	194
	.....	.....
Intérêts		
Prêts	5 847	4 914
	.....	.....
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	577	1 080
Subventions d'années antérieures	4 211	3 017
	4 788	4 097
	.....	.....
	10 635	9 011
<b>Total des revenus autonomes</b>	11 825	10 133
<b>Total des revenus</b>	<b>11 825</b>	<b>10 133</b>



## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		SOUTIEN TECHNIQUE ET FINANCIER AU DÉVELOPPEMENT			
Sommaire : page 1-16		ÉCONOMIQUE, À LA RECHERCHE, À L'INNOVATION ET À L'EXPORTATION			
1. Direction et services à la gestion Permanents <sup>1</sup> Ne nécessitant pas de crédits	46 230 61		1 728	37 763 61 2 271	18 411
2. Développement des politiques et aide à l'entrepreneuriat	32 251			28 081	5 622
3. Développement des secteurs industriels	19 818	1		18 839	7 554
4. Développement des marchés	14 722	2		13 426	5 720
5. Développement économique en région et services aux entreprises Permanents <sup>2</sup>	153 157 4 842	7 858		100 566 4 842	12 957
6. Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	110 239			106 509	6 044
7. Investissement Québec	214 864			214 863	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE					
9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements					
10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	596 284	7 861	1 728	527 221	56 308

<sup>1</sup> Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).<sup>2</sup> Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
16 645 61 2 271		2 707			1 013	1 137	4 589
3 791		18 668			1 567	1 475	1 128
1 022		10 263					978
2 912		4 794					1 294
1 828	4 842	85 781			19 055		25 678
780		99 685			1 800		1 930
	113 463	101 400					1
							100
29 310	118 305	323 298			23 435	2 612	35 698

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2					
Sommaire : page 1-16					
ORGANISMES DÉDIÉS À LA RECHERCHE ET À L'INNOVATION					
1. Fonds de recherche en santé du Québec	74 025			74 025	
2. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	46 233			46 233	
3. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	47 020			47 020	
4. Centre de recherche industrielle du Québec	9 250			9 250	
5. Conseil de la science et de la technologie	2 125			1 984	1 340
TOTAL	178 653			178 512	1 340
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	770 034	7 861	1 728	698 559	57 648
Permanents	4 903			4 903	
Ne nécessitant pas de crédits				2 271	
TOTAL	774 937	7 861	1 728	705 733	57 648

1 Incluant 7 999 à l'égard de 82 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Conseil de la science et de la technologie et au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises.

		74 025					
		46 233					
		47 020					
		9 250					
644						57	84
644		176 528				57	84
27 622	113 463	499 826			23 435	2 669	35 782
61	4 842						
2 271							
29 954	118 305	499 826			23 435	2 669	35 782

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Soutien technique et financier au développement économique, à la recherche, à l'innovation et à l'exportation			
Aide aux entreprises	17 153	11 954	
Appui aux projets stratégiques d'investissement	12 042	12 042	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	61 892	61 892	
Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt économique	27 466	5 566	
Mesures de soutien à la recherche - autres	60 065	11	
Mesures de soutien au développement économique, local et régional	52 838	11 760	
Soutien à la relève et à la promotion de la culture scientifique	5 747	155	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	33 655		
Soutien à l'entrepreneuriat	16 822	130	
Soutien aux centres locaux de développement	56 663	385	
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	10 344	189	
Autres	13 455	4 131	20
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100		
Total du programme 1	368 242	108 215	20
Programme 2 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	9 250		
Fonds de la recherche en santé du Québec	74 025		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	47 020		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	46 233		2 949
Total du programme 2	176 528		2 949
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>544 770</b>	<b>108 215</b>	<b>2 969</b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
		90			12 044	9 881
					12 042	4 003
					61 892	46 108
				21 900	27 466	18 756
3 630		55 131		449	59 221	49 757
198	362	6 087			18 407	8 425
589		4 626	150		5 520	3 228
8 667		23 331			31 998	31 729
5		14 603			14 738	11 691
		56 278			56 663	43 625
186		9 826			10 201	8 394
946	311	1 792	6	5 900	13 106	18 121
14 221	673	171 764	156	28 249	323 298	253 718
				9 250	9 250	13 250
60 061			9 474	4 490	74 025	70 200
30 864			11 981	4 175	47 020	35 569
26 543			12 973	3 768	46 233	43 183
117 468			34 428	21 683	176 528	162 202
<b>131 689</b>	<b>673</b>	<b>171 764</b>	<b>34 584</b>	<b>49 932</b>	<b>499 826</b>	<b>415 920</b>

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

## DÉPENSES DE TRANSFERT

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération	2 927	2 925	2 928
Fonctionnement	6 622	6 621	6 627
Capital	8 677	8 523	7 413
Intérêt	3 025	2 998	2 792
Support	523 519	478 759	396 160
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>544 770</b>	<b>499 826</b>	<b>415 920</b>

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Divers	6	20
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	7 344	7 593
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	638	1 272
Divers	8	8
	7 990	8 873
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	638	1 272
	7 352	7 601
Intérêts		
Prêts aux étudiants	26 377	26 735
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 307	1 298
Subventions d'années antérieures	1 223	2 242
Dépenses sous forme d'indemnités	373	340
Bourses d'études	10 049	11 823
	12 952	15 703
	46 681	50 039
<b>Total des revenus autonomes</b>	46 687	50 059
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	102 316	108 975
Programme d'alphabétisation	580	2 612
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	27 857	27 650
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 215	4 303
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	18 059 <sup>1</sup>	6 503
Financement des bourses d'études du millénaire	77 170 <sup>2</sup>	90 890
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	690	
	230 887	240 933
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour le programme d'alphabétisation	580	2 612
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	27 857	27 650
Compte pour la formation dans les pénitenciers fédéraux	4 215	4 303
Compte pour le financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	18 059 <sup>1</sup>	6 503
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire	77 170 <sup>2</sup>	90 890
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	690	
	102 316	108 975
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>	102 316	108 975
<b>Total des revenus</b>	<b>149 003</b>	<b>159 034</b>

1 La variation s'explique principalement par l'entente pour le financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et pour l'école des Naskapis.

2 La variation est attribuable principalement aux bonifications apportées, en 2006-2007, par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire en vue de réduire l'endettement des étudiants.



## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-14					
ADMINISTRATION ET CONSULTATION					
1. Direction Permanents <sup>1</sup> Ne nécessitant pas de crédits	10 202 10		65	10 137 10 260	6 015
2. Information, communication et administration Ne nécessitant pas de crédits	77 344		18 668	58 676 5 190	28 213
3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire Ne nécessitant pas de crédits	31 152	1	316	30 835 139	24 985
4. Administration de l'enseignement supérieur Ne nécessitant pas de crédits	8 886		52	8 834 30	7 908
5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue Ne nécessitant pas de crédits	7 720		62	7 658 35	6 528
6. Conseil supérieur de l'éducation Ne nécessitant pas de crédits	2 464		19	2 445 5	1 725
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Ne nécessitant pas de crédits	2 042		10	2 032 7	1 772
8. Administration du loisir et du sport Ne nécessitant pas de crédits	4 502		106	4 396 13	2 848
TOTAL	144 322	1	19 298	130 702	79 994
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

## PROGRAMME 2

Sommaire : page 1-14

## FORMATION EN TOURISME ET HÔTELLERIE

1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	21 838			21 838	
<b>TOTAL</b>	<b>21 838</b>			<b>21 838</b>	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

**Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.**

1 584		2 538					
10							
260							
30 463							
5 190							
5 850							
139							
926							
30							
1 130							
35							
720							
5							
260							
7							
1 348		200					
13							
47 970		2 738					

**Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.**

		21 838					
		21 838					

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES					
Sommaire : page 1-14					
1. Bourses consécutives aux prêts	286 639			286 639	
2. Intérêts et remboursements aux banques	174 966	91 967		82 999	
Permanents <sup>1</sup>	42 563			42 563	
Ne nécessitant pas de crédits				9 897	
Ajustements négatifs de provisions				(31 403)	
3. Autres bourses	10 127			10 127	
4. Administration de l'aide financière aux études	19 593		426	19 167	13 277
Ne nécessitant pas de crédits				119	
TOTAL	533 888	91 967	426	420 108	13 277
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

**PROGRAMME 4**

**ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**

Sommaire : page 1-14

1. Commissions scolaires	6 220 934			6 220 934	
2. Commissions scolaires à statut particulier	215 684			215 684	
3. Service de la dette des commissions scolaires	700 653	84 200 <sup>1</sup>		616 453	
4. Enseignement privé	422 234			422 234	
5. Soutien à des partenaires en éducation	42 212			42 212	
6. Aide au transport scolaire	254 420			254 420	
<b>TOTAL</b>	<b>7 856 137</b>	<b>84 200</b>		<b>7 771 937</b>	
1 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2006-2007.					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		286 639					
		82 999					
9 897	42 563						
	(31 403)						
		10 127					
5 890							
119							
15 906	11 160	379 765					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

		6 220 934					
		215 684					
		616 453					
		422 234					
		42 212					
		254 420					
		7 771 937					

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 5					
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR					
Sommaire : page 1-14					
1. Cégeps	1 372 540			1 372 540	
2. Universités	2 274 839	61 419 <sup>1</sup>		2 183 573	
3. Enseignement privé au collégial	89 920			89 920	
4. Service de la dette des cégeps	206 139			206 139	
5. Service de la dette des universités	294 649			294 649	
6. Soutien à des partenaires en éducation	5 504			5 504	
TOTAL	4 243 591	61 419		4 152 325	
1 Incluant un montant de 41 420 relatif à l'excédent des dépenses des crédits en 2006-2007.					

**PROGRAMME 6**

**DÉVELOPPEMENT DU LOISIR ET DU SPORT**

Sommaire : page 1-14

1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	37 375			37 375	
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	25 252			25 252	
<b>TOTAL</b>	<b>62 627</b>			<b>62 627</b>	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

**Ce programme vise à rendre accessibles, aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial public et privé et universitaire, les services d'enseignement, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.**

		1 372 540					
		2 183 573					29 847
		89 920					
		206 139					
		294 649					
		5 504					
		4 152 325					29 847

**Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.**

		37 375					
		25 252					
		62 627					

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 7					
Sommaire : page 1-14					
RÉGIMES DE RETRAITE					
1. Régime de retraite des enseignants Permanents <sup>1</sup>	102 618			102 618	
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents <sup>2</sup>	650 743			650 743	
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents <sup>3</sup>	86 448			86 448	
TOTAL	839 809			839 809	
1 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11).					
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).					
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	12 819 830	237 587	19 724	12 532 672	93 271
Permanents	882 382			882 382	
Ne nécessitant pas de crédits				15 695	
Ajustements négatifs de provisions				(31 403)	
TOTAL	13 702 212	237 587	19 724	13 399 346	93 271 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Incluant 11 450 à l'égard de 113 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

		102 618					
		650 743					
		86 448					
		839 809					
48 171		12 391 230					29 847
10	42 563	839 809					
15 695							
	(31 403)						
<b>63 876</b>	<b>11 160</b>	<b>13 231 039</b>					<b>29 847</b>



## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 738		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	21 838		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	286 639		
Intérêts et remboursements aux banques	82 999		
Autres	10 127		
Total du programme 3	379 765		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	9 380		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	6 436 618		
Enseignement primaire et secondaire privé	422 234		
Programme d'action communautaire	16 812		
Service de la dette			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	616 453		
Transport scolaire	254 420		
Autres	16 020		
Total du programme 4	7 771 937		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Enseignement collégial privé	89 920		
Enseignement collégial public	1 372 540		
Enseignement universitaire	2 213 420		
Service de la dette			
Enseignement collégial public	206 139		
Enseignement universitaire	294 649		
Autres	5 504		
Total du programme 5	4 182 172		
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Action communautaire autonome	921		
Équipe Québec	4 986		
Kino-Québec	2 572		
Promotion du loisir	15 112		
Promotion du sport	17 519		
Soutien aux équipements de loisir	1 435		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	19 907		
Autres	175		
Total du programme 6	62 627		
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	650 743		
Régime de retraite des enseignants	102 618		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	86 448		
Total du programme 7	839 809		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>13 260 886</b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
1 260	4	1 239	235		2 738	2 951
				21 838	21 838	20 613
			286 639		286 639	248 560
			82 999		82 999	75 662
			10 127		10 127	9 061
			379 765		379 765	333 283
		9 380			9 380	8 230
6 436 618					6 436 618	6 138 106
422 234					422 234	404 742
		16 812			16 812	13 274
616 453					616 453	580 440
254 420					254 420	246 697
		14 450		1 570	16 020	15 527
7 729 725		40 642		1 570	7 771 937	7 407 016
89 920					89 920	82 135
1 372 540					1 372 540	1 276 720
2 183 573					2 183 573	2 084 854
206 139					206 139	202 851
294 649					294 649	268 258
3 057		2 447			5 504	5 176
4 149 878		2 447			4 152 325	3 919 994
		921			921	741
			4 986		4 986	5 079
		2 517		55	2 572	2 572
		15 112			15 112	14 813
		17 519			17 519	16 212
	1 435				1 435	1 563
		19 907			19 907	19 561
		175			175	302
	1 435	56 151	4 986	55	62 627	60 843
650 743					650 743	577 097
102 618					102 618	87 572
86 448					86 448	73 072
839 809					839 809	737 741
<b>12 720 672</b>	<b>1 439</b>	<b>100 479</b>	<b>384 986</b>	<b>23 463</b>	<b>13 231 039</b>	<b>12 482 441</b>

**ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération	9 735 806	9 735 806	9 207 876
Fonctionnement	1 623 101	1 593 254	1 506 602
Capital	559 479	559 479	529 410
Intérêt	596 754	596 754	554 663
Support	745 746	745 746	683 890
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>13 260 886</b>	<b>13 231 039</b>	<b>12 482 441</b>

## EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 143	2 040
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	108	181
Divers	6	15
	2 257	2 236
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	108	181
	2 149	2 055
Intérêts		
Assistance-emploi	26 802	25 405
Amendes et confiscations		
Frais - chèques sans provision	308	343
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 362	196
Subventions d'années antérieures	9	7
Assistance-emploi	54 109	53 281
Assistance-emploi - R.R.Q.	2 649	2 951
Assistance-emploi - pensions alimentaires	20 097	21 258
Assistance-emploi - garants défaillants	3 466	2 709
Divers	4	13
	81 696	80 415
	110 955	108 218
<b>Total des revenus autonomes</b>	110 955	108 218
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	655 757	654 658
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	783	
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	2 845	386
	659 385	655 044
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	783	
Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	2 845	386
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>	655 757	654 658
<b>Total des revenus</b>	<b>766 712</b>	<b>762 876</b>

## EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-16					
MESURES D'AIDE À L'EMPLOI					
1. Mesures d'aide à l'emploi	813 778			813 778	
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi					
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants					
TOTAL	813 778			813 778	

**PROGRAMME 2**

**MESURES D'AIDE FINANCIÈRE**

Sommaire : page 1-20

1. Aide aux personnes et aux familles Permanents <sup>1</sup>	2 799 205 9 838	78		2 785 053 9 838	
2. Action communautaire	10 535			10 367	
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	21 245			21 053	
4. Programme de soutien aux travailleurs âgés	380			334	
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	492				
<b>TOTAL</b>	<b>2 841 695</b>	<b>78</b>		<b>2 826 645</b>	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il permet aussi l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi et favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec.

813 778

			813 778				
--	--	--	---------	--	--	--	--

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec et celui de la ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requiert une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme procure également une aide financière aux orphelins de Duplessis. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il offre également un soutien financier aux travailleurs âgés de l'industrie forestière. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

		2 774 410	10 643				14 074
	9 838						
		3 132	7 235				168
		21 053					192
		334					46
							492
	9 838	2 798 929	17 878				14 972

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3		ADMINISTRATION			
Sommaire : page 1-20					
1. Direction Permanents <sup>1</sup>	13 531 10	3	16	12 536 10	10 326
2. Services à la gestion Ne nécessitant pas de crédits	146 081		58	141 055 151	26 582
3. Centre de recouvrement Permanents <sup>2</sup>	12 736 8		3	11 863 8	9 883
4. Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens	25 710		3	23 247	11 055
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	274 125	124	45	273 809	108 467
6. Politiques	6 364			6 085	5 531
TOTAL	478 565	127	125	468 764	171 844
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 124 182	205	125	4 099 180	171 844
Permanents	9 856			9 856	
Ne nécessitant pas de crédits				151	
TOTAL	4 134 038	205	125	4 109 187	171 844 <sup>1</sup>

1 Incluant 29 834 à l'égard de 343 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

1 710 10		500				974	2
40 738 151			73 735			3 835	1 133
1 980 8							870
5 636		6 556				760	1 700
48 398			116 944			123	24
524		30				260	19
99 155		7 086	190 679			5 952	3 748

98 986 18 151	9 838	2 806 015	1 022 335			5 952	18 720
99 155	9 838	2 806 015	1 022 335			5 952	18 720



**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	3 301		
Aide aux personnes et aux familles	2 787 562		
Aide financière aux individus	380		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	21 245		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	492		
Total du programme 2	<u>2 812 980</u>		
Programme 3 - Administration			
Tribunal administratif du Québec	8 248		
Autres	550		
Total du programme 3	<u>8 798</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>2 821 778</u></b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
		3 132			3 132	2 396
		6 817	2 767 593		2 774 410	2 728 684
			334		334	29
			18 963	2 090	21 053	20 710
		9 949	2 786 890	2 090	2 798 929	2 751 819
		505	25	6 556	6 556	8 100
					530	1 027
		505	25	6 556	7 086	9 127
		<b>10 454</b>	<b>2 786 915</b>	<b>8 646</b>	<b>2 806 015</b>	<b>2 760 946</b>

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	7 604	5 912	6 943
Fonctionnement	2 274	2 274	2 682
Capital	440	439	486
Intérêt	21	21	21
Support	<u>2 811 439</u>	<u>2 797 369</u>	<u>2 750 814</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>2 821 778</u></b>	<b><u>2 806 015</u></b>	<b><u>2 760 946</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	116 101	116 101	121 680
Fonctionnement	46 569	46 171	47 862
Capital	25 166	25 166	28 727
Intérêt	3 241	3 241	2 759
Support	<u>831 656</u>	<u>831 656</u>	<u>851 710</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 022 733</u></b>	<b><u>1 022 335</u></b>	<b><u>1 052 738</u></b>

**FAMILLE ET AÎNÉS****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Etudes de dossiers	52	54
Honoraires - dossiers publics	9 809	9 198
Divers	21	26
	9 882	9 278
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	1	2
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	85	69
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	27	1 395
Subventions d'années antérieures	1 741	2 075
Biens non réclamés remis à l'état		104
	1 768	3 574
	1 854	3 645
<b>Total des revenus autonomes</b>	11 736	12 923
<b>Total des revenus</b>	<b>11 736</b>	<b>12 923</b>

**FAMILLE ET AÎNÉS****DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1		PLANIFICATION, RECHERCHE ET			
Sommaire : page 1-20		ADMINISTRATION			
1. Planification, recherche et administration Permanents <sup>1</sup> Ne nécessitant pas de crédits	25 997 14		4 995	21 002 14 2 395	11 504
TOTAL	26 011		4 995	23 411	11 504
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

**PROGRAMME 2** **MESURES D'AIDE À LA FAMILLE**

Sommaire : page 1-20

1. Gestion des services à la famille	20 422		34	20 388	13 364
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 627 096	51		1 627 045	
Permanents <sup>1</sup>	276			276	
3. Service de la dette des centres de la petite enfance	14 173			14 173	
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	45 250			45 250	
5. Soutien aux enfants	34 096			34 096	
Permanents <sup>1</sup>	1 000				
6. Organismes communautaires	14 180			14 180	
7. Conseil de la famille et de l'enfance	982			982	692
<b>TOTAL</b>	<b>1 757 475</b>	<b>51</b>	<b>34</b>	<b>1 756 390</b>	<b>14 056</b>
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

7 566		1 932					
14							
2 395							
9 975		1 932					

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

1 072		5 952					
		1 627 045					
	276						
		14 173					
		45 250					
		34 096					
							1 000
		14 180					
290							
1 362	276	1 740 696					1 000

**FAMILLE ET AÎNÉS**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 3						
Sommaire : page 1-20						
CONDITION DES AÎNÉS						
1. Conseil des aînés	907			907	579	
2. Secrétariat aux aînés	7 511			7 375	1 125	
TOTAL	8 418			8 282	1 704	

<b>PROGRAMME 4</b>					
<b>Sommaire : page 1-20</b>					
<b>CURATEUR PUBLIC</b>					
1. Curateur public	40 678	1	3 497	36 360	26 310
Permanents <sup>1</sup>	9 861			9 861	8 158
Permanents <sup>2</sup>	12			12	
Ne nécessitant pas de crédits				1 670	
<b>TOTAL</b>	<b>50 551</b>	<b>1</b>	<b>3 497</b>	<b>47 903</b>	<b>34 468</b>
1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Votés	1 831 292	52	8 526	1 821 758	53 574
Permanents	11 163			10 163	8 158
Ne nécessitant pas de crédits				4 065	
<b>TOTAL</b>	<b>1 842 455</b>	<b>52</b>	<b>8 526</b>	<b>1 835 986</b>	<b>61 732</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 6 478 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

327		1					
1 289		4 961					136
1 616		4 962					136

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

10 050					78		742
1 703							
	12						
1 670							
13 423	12				78		742

20 594		1 747 590			78		878
1 717	288						1 000
4 065							
26 376	288	1 747 590			78		1 878



**FAMILLE ET AÎNÉS****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Autres	<u>1 932</u>		
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	33 144		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	952		
Organismes communautaires - famille	14 180		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	45 250		
Service de la dette des centres de la petite enfance	14 173		
Subvention annuelle des garderies	316 012	316 012	
Subvention de la garde en milieu familial	466 007		
Subvention des centres de la petite enfance	844 732		
Subventions de développement et d'investissements	294		
Autres	<u>5 952</u>		
Total du programme 2	<u>1 740 696</u>	<u>316 012</u>	
Programme 3 - Condition des aînés			
Organismes communautaires - aînés	2 129		
Stratégie d'action en faveur des aînés	2 733		
Autres	<u>235</u>		
Total du programme 3	<u>5 097</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>1 747 725</u></b>	<b><u>316 012</u></b>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
25	338	1 419		150	1 932	1 716
				33 144	33 144	30 097
			952		952	1 561
		14 180			14 180	14 226
			45 250		45 250	46 937
		14 173			14 173	5 772
					316 012	289 496
		466 007			466 007	375 010
		844 732			844 732	860 297
		294			294	743
2	8	5 942			5 952	6 257
2	8	1 345 328	46 202	33 144	1 740 696	1 630 396
		2 129			2 129	1 482
	330	2 402			2 732	
	1	99		1	101	40
	331	4 630		1	4 962	1 522
27	677	1 351 377	46 202	33 295	1 747 590	1 633 634

**FAMILLE ET AÎNÉS****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Fonctionnement	33 144	33 144	30 097
Capital	8 199	8 172	4 403
Intérêt	6 164	6 164	1 962
Support	<u>1 700 218</u>	<u>1 700 110</u>	<u>1 597 172</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 747 725</u></b>	<b><u>1 747 590</u></b>	<b><u>1 633 634</u></b>

## FINANCES

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Impôt sur le revenu et les biens</b>		
Cotisations au Fonds des services de santé		
Cotisations des employeurs	5 203 130	4 943 383
Cotisations des particuliers	200 459 <sup>1</sup>	109 157
	<u>5 403 589</u>	<u>5 052 540</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts - sociétés d'état	168 310	173 431
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	184 158 <sup>2</sup>	138 118
Divers	32	15
	<u>352 500</u>	<u>311 564</u>
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour l'application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	184 158 <sup>2</sup>	138 118
	<u>168 342</u>	<u>173 446</u>
Intérêts		
Comptes de banque	5 529	7 833
Compte du gouvernement du Canada	(597)	123
	<u>4 932</u>	<u>7 956</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	2 294	483
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	36 487 <sup>3</sup>	11 695
Contributions volontaires	487	
Surplus - fonds spéciaux et organismes	25 926 <sup>4</sup>	
	<u>62 900</u>	<u>11 695</u>
	<u>238 468</u>	<u>193 580</u>

1 L'augmentation est principalement attribuable à des ajustements, en 2006-2007, relatifs à la répartition des acomptes provisionnels et des encaissements sur production.

2 La variation est attribuable aux versements prévus à l'entente.

3 La variation est attribuable au montant reçu en vertu de l'article 27 de la Loi sur les dépôts et consignations relatif aux sommes déposées et non réclamées et à la hausse des chèques en circulation périmés.

4 En vertu de la Loi abrogeant la Loi constituant un fonds spécial olympique et modifiant d'autres dispositions législatives (L.Q., 2007, c. 27), les sommes accumulées au Fonds spécial olympique le 31 janvier 2008 sont versées au Fonds consolidé du revenu.

## FINANCES

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus provenant des entreprises du Gouvernement</b>		
Société des alcools du Québec	762 000 <sup>5</sup>	709 000
Loto-Québec	1 361 000 <sup>5</sup>	1 391 000
Hydro-Québec	2 095 000 <sup>5, 6</sup>	2 342 000
Autres		
	<u>4 218 000</u>	<u>4 442 000</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>9 860 057</u>	<u>9 688 120</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Péréquation	7 160 352 <sup>B</sup>	5 539 306
Transferts pour la santé	3 924 640 <sup>C</sup>	3 639 136
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 515 958 <sup>D</sup>	1 069 781
Autres programmes	(56 091) <sup>E</sup>	(309 194)
	<u>12 544 859</u>	<u>9 939 029</u>
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>	<u>12 544 859</u>	<u>9 939 029</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><b>22 404 916</b></u>	<u><b>19 627 149</b></u>
<b>5 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:</b>		
Société des alcools du Québec	(1 093)	1 097
Loto-Québec	(781)	306
Hydro-Québec	831 000 <sup>7</sup>	1 701 000
Autres	(22 040) <sup>A</sup>	72 313
	<u>807 086</u>	<u>1 774 716</u>
Dividendes déclarés	4 218 000	4 442 000
Revenus affectés au Fonds des générations		(500 000)
	<u><b>5 025 086</b></u>	<u><b>5 716 716</b></u>

6 Le gouvernement a déclaré un dividende de 2 095 000 en 2008 comparativement à 2 342 000 en 2007. Cette diminution s'explique principalement par les gains non récurrents réalisés en 2007 sur la cession des participations à l'étranger, compensée par la nouvelle politique de dividendes du gouvernement appliquée à Hydro-Québec qui a eu pour effet de hausser le dividende versé de 50 % à près de 75 % du bénéfice.

7 La diminution s'explique principalement par la nouvelle politique de dividendes du gouvernement appliquée à Hydro-Québec qui a eu pour effet de hausser le dividende versé de 50 % à près de 75 % du bénéfice.

## FINANCES

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>A) Autres</b>		
Capital financière agricole inc.	(3 127)	(760)
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	(264)	(3 249)
IQ FIER inc.	(7 887)	(2 769)
IQ Immigrants Investisseurs inc.	13 687	11 590
Société générale de financement du Québec	(6 146)	75 373
Société Innovatech du Grand Montréal	43	62
Société Innovatech du Sud du Québec	140	4 250
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(15 241)	(12 757)
Société Innovatech Régions Ressources	(3 245)	573
	<b>(22 040)</b>	<b>72 313</b>
<b>B) Péréquation</b>		
2007-2008	7 160 352	
2006-2007		5 539 306
	<b>7 160 352</b>	<b>5 539 306</b>
<b>C) Transferts pour la santé</b>		
Droits totaux		
2007-2008	8 046 000	
2006-2007	58 553	7 618 447
2005-2006	13 529	131 421
2004-2005	(3 916)	41 203
2003-2004		27 050
	<b>8 114 166</b>	<b>7 818 121</b>
Transferts fiscaux		
2007-2008	(2 796 000)	
2006-2007	5 011	(2 637 011)
2005-2006	(9 112)	(95 299)
2004-2005	1 753	(31 482)
2003-2004		(1 833)
	<b>(2 798 348)</b>	<b>(2 765 625)</b>
Abattements spéciaux		
(13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2007-2008	(1 768 000)	
2006-2007	47 188	(1 806 188)
2005-2006	6 221	(26 214)
2004-2005		(3 554)
2003-2004		146
	<b>(1 714 591)</b>	<b>(1 835 810)</b>

8 La diminution s'explique principalement par la perte de valeur des papiers commerciaux adossés à des actifs et par l'inscription d'une provision pour indemnités de départ liées à la fermeture, pour une période indéterminée, de l'usine Pétromont.

## FINANCES

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>C) Transferts pour la santé (suite)</b>		
Fonds fiduciaire pour la réduction du temps d'attente	281 413	422 450
Fiducie pour les garanties sur les délais d'attente	42 000	
	<b>3 924 640</b>	<b>3 639 136</b>
<b>D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux</b>		
Droits totaux		
2007-2008	2 219 104	
2006-2007	35 523	3 767 477
2005-2006	8 823	80 548
2004-2005	(2 378)	25 412
2003-2004		16 579
	<b>2 261 072</b>	<b>3 890 016</b>
Transferts fiscaux		
2007-2008		
2006-2007	3 232	(1 616 232)
2005-2006	(5 552)	(58 409)
2004-2005	1 075	(19 296)
2003-2004		(1 124)
	<b>(1 245)</b>	<b>(1 695 061)</b>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2007-2008	(1 084 000)	
2006-2007	29 019	(1 107 018)
2005-2006	3 684	(16 067)
2004-2005		(2 178)
2003-2004		89
	<b>(1 051 297)</b>	<b>(1 125 174)</b>
Fiducie infrastructure en matière éducation post secondaire	248 939	
Tranfert pour les garderies	58 489	
	<b>1 515 958</b>	<b>1 069 781</b>
<b>E) Autres programmes</b>		
Fiducie pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants		152 741
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2007-2008	(616 085)	
2006-2007		(653 386)
	<b>(616 085)</b>	<b>(653 386)</b>
Bilinguisme		
2007-2008	38 524	
2006-2007		38 524
	<b>38 524</b>	<b>38 524</b>

## FINANCES

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>E) Autres programmes (suite)</b>		
Régime canadien de prêts aux étudiants	112 020	116 287
Fiducie infrastructure transport en commun	116 343	
Fiducie logement abordable	187 434	
Fiducie logement autochtone hors réserves	26 167	
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	31 822	31 287
Subside basé sur la population	5 302	5 353
Droit à l'exportation du bois d'œuvre	29 982	
Compensation taxe sur le capital	12 400	
	<b>(56 091)</b>	<b>(309 194)</b>



## FINANCES

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
DIRECTION DU MINISTÈRE					
1. Direction et services à la gestion Permanents <sup>1</sup> Ne nécessitant pas de crédits	28 156 10	19	794	27 343 9 1 132	12 881
2. Institut de la statistique du Québec	14 323			14 323	
TOTAL	42 489	19	794	42 807	12 881
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

<b>PROGRAMME 2</b>					
<b>Sommaire : page 1-26</b>					
<b>POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET FISCALES, ANALYSES ÉCONOMIQUES ET DIRECTION DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DU GOUVERNEMENT</b>					
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	18 247			13 156	11 770
Ne nécessitant pas de crédits				61	
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 641		40	6 300	6 193
3. Frais de services bancaires					
Permanents <sup>1</sup>	6 342			5 515	
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	14 863		294	13 996	13 770
Ne nécessitant pas de crédits				229	
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	7 160			6 834	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	4 591				
<b>TOTAL</b>	<b>57 844</b>		<b>334</b>	<b>46 091</b>	<b>31 733</b>
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

14 263		199					
9							1
1 132							
		14 323					
15 404		14 522					1

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire, la réalisation d'analyses économiques et le financement des infrastructures.

1 386					3 579	1 511	1
61							
107							301
5 515							827
226							573
229							
3 895		2 489	450				326
					3 500		1 091
11 419		2 489	450		7 079	1 511	3 119

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts,			
Éléments	AUTORISÉS	Placements,	Avances et		
		Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION

## SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

2 Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

Votés	132 286	19	1 128	120 257	44 614
Permanents	7 364 877			6 989 058	
Ne nécessitant pas de crédits				482 <sup>1</sup>	
<b>TOTAL</b>	<b>7 497 163</b>	<b>19</b>	<b>1 128</b>	<b>7 109 797</b>	<b>44 614<sup>2</sup></b>

2 Incluant 9 589 à l'égard de 94 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

				4 548 009			374 991
				2 435 525			
				(940)			
				38 305			
				7 020 899			374 991

19 877		17 011	450	38 305	7 079	1 511	2 292
5 524				6 983 534			375 819
1 422				(940)			
<b>26 823</b>		<b>17 011</b>	<b>450</b>	<b>7 020 899</b>	<b>7 079</b>	<b>1 511</b>	<b>378 111</b>

**FINANCES****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Direction du ministère			
Institut de la statistique du Québec	14 323		
Autres	199		
Total du programme 1	14 522		
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Institut de finance mathématique de Montréal	2 787		
Autres	28		
Total du programme 2	2 815		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>17 337</b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
				14 323	14 323	14 190
		199			199	196
		199		14 323	14 522	14 386
		2 434		27	2 461	3 321
			28		28	43
		2 434	28	27	2 489	3 364
		<b>2 633</b>	<b>28</b>	<b>14 350</b>	<b>17 011</b>	<b>17 750</b>

---

**FINANCES****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	11 385	11 385	11 858
Fonctionnement	2 938	2 938	2 328
Support	3 014	2 688	3 564
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>17 337</u></b>	<b><u>17 011</u></b>	<b><u>17 750</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Fonctionnement	450	450	450
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>450</u></b>	<b><u>450</u></b>	<b><u>450</u></b>

## IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	3 105	2 518
Demande d'un employeur relative à un emploi temporaire	1 419	1 155
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	25 392	24 072
Certificat d'acceptation - travailleurs	4 409	4 258
	<u>34 325</u>	<u>32 003</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 593	1 538
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	87	119
Divers	4	6
	<u>1 684</u>	<u>1 663</u>
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	87	119
	<u>1 597</u>	<u>1 544</u>
Recouvrements		
Divers	39	51
	<u>1 636</u>	<u>1 595</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>35 961</u>	<u>33 598</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	202 364	199 570
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>	<u>202 364</u>	<u>199 570</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>238 325</u></u>	<u><u>233 168</u></u>



**IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES****DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-14					
IMMIGRATION, INTÉGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES					
1. Immigration	15 456	44		15 395	12 492
2. Francisation	52 406		929	51 477	24 312
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	35 550	5		35 545	15 892
4. Direction, information et services de soutien centralisés	32 956	1	4 084	26 318	13 281
Permanents <sup>1</sup>	11			11	
Ne nécessitant pas de crédits				2 415	
TOTAL	136 379	50	5 013	131 161	65 977
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

**PROGRAMME 2**

Sommaire : page 1-26

**ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE**

1. Conseil des relations interculturelles	738			700	461
Ne nécessitant pas de crédits				6	
<b>TOTAL</b>	<b>738</b>			<b>706</b>	<b>461</b>

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Votés	137 106	50	5 013	129 435	66 438
Permanents	11			11	
Ne nécessitant pas de crédits				2 421	
<b>TOTAL</b>	<b>137 117</b>	<b>50</b>	<b>5 013</b>	<b>131 867</b>	<b>66 438</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 5 124 à l'égard de 54 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

**Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.**

2 903							17
17 198		9 967					
1 658		17 995					
12 712		325			1 000		1 553
11							
2 415							
<u>36 897</u>		<u>28 287</u>			<u>1 000</u>		<u>1 570</u>

**Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.**

239					15	19	4
6							
<u>245</u>					<u>15</u>	<u>19</u>	<u>4</u>
34 710		28 287			1 015	19	1 574
11							
2 421							
<u>37 142</u>		<u>28 287</u>			<u>1 015</u>	<u>19</u>	<u>1 574</u>

**IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Exercice de la citoyenneté	563		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	7 919		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	2 236		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	9 967		
Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles	2 015		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	637		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	1 029		
Programme régional d'intégration	3 596		
Autres	325	5	
Total du programme 1	28 287	5	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>28 287</b>	<b>5</b>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
19	3	536	5		563	372
		7 919			7 919	8 368
			2 236		2 236	2 081
			9 967		9 967	9 881
2		2 013			2 015	1 865
		637			637	954
20		1 009			1 029	761
63	2 425	1 100	8		3 596	3 707
13		307			325	303
117	2 428	13 521	12 216		28 287	28 292
<b>117</b>	<b>2 428</b>	<b>13 521</b>	<b>12 216</b>		<b>28 287</b>	<b>28 292</b>

---



## IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

## DÉPENSES DE TRANSFERT

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Support	28 287	28 287	28 292
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>28 287</b>	<b>28 287</b>	<b>28 292</b>

## JUSTICE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Publicité légale des entreprises	202	169
Vendeurs itinérants	225	229
Studio de santé	90	92
Agents de voyage	678	700
Certificat d'exemption	44	51
Divers	34	33
	<u>1 273</u>	<u>1 274</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	541	520
Location de chambres et pension	100	97
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique		3 400
Recouvrements de tiers	224	1 323
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	8	107
Actes judiciaires	29 759	30 924
Actes juridiques	23 663	20 187
Divers	5	2
	<u>54 300</u>	<u>56 560</u>
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour l'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique		3 400
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	8	107
	<u>8</u>	<u>3 400</u>
	<u>54 292</u>	<u>53 053</u>
Intérêts		
Prêts	115	258
Divers	159	25
	<u>274</u>	<u>283</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	2	82
Infractions au code de la sécurité routière	46 098 <sup>1</sup>	30 424
Infractions au code criminel	7 455	7 923
Infractions à diverses lois	16 801	16 075
Aide aux victimes d'actes criminels	13 889	12 660
Divers	10	8
	<u>84 255</u>	<u>67 172</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	753	1 057
Surplus - fonds spéciaux et organismes	515	1 236
	<u>1 268</u>	<u>2 293</u>
	<u>140 089</u>	<u>122 801</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>141 362</u>	<u>124 075</u>

<sup>1</sup> L'augmentation s'explique principalement par une diminution des activités normales des policiers en 2006-2007 à la suite des moyens de pression qui ont cessé à la fin de l'été 2006.

## JUSTICE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	322	461
Aide juridique	26 200	22 750
Conseillers juridiques auprès des autochtones	490	479
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	98	
Mesures québécoises de justice familiale	2 742	2 843
Divers	72	82
	29 924	26 615
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour l'application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	322	461
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	98	
	29 504	26 154
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>	<b>29 504</b>	<b>26 154</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>170 866</b>	<b>150 229</b>



## JUSTICE

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS  
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 1						
Sommaire : page 1-26						
ACTIVITÉ JUDICIAIRE						
1. Magistrature Permanents <sup>1</sup>	2 351 59 732		165	2 186 59 732	1 832 55 786	
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents <sup>1</sup>	2 279		13	2 266	354	
3. Soutien à la magistrature	26 928	200	1 183	25 545	23 630	
4. Comité sur la rémunération des juges Permanents <sup>1</sup>	311			311		
TOTAL	91 601	200	1 361	90 040	81 602	
1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).						

**PROGRAMME 2**  
**ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**  
 Sommaire : page 1-26

1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	81 502	31	342	81 129	54 024
Permanents <sup>1</sup>	2				
Permanents <sup>2</sup>	4			4	
2. Affaires juridiques et législatives	34 043			34 043	32 121
3. Direction, planification et services à l'organisation	142 019	4	6 624	135 391	28 493
Permanents <sup>2</sup>	5 500			5 479	
Permanents <sup>3</sup>	4 786			4 786	4 786
Permanents <sup>4</sup>	2			2	
Ne nécessitant pas de crédits				11 990	
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 420		197	10 223	7 415
Permanents <sup>2</sup>	3			3	
5. Système intégré d'information de justice	3 375		3 375		
<b>TOTAL</b>	<b>281 656</b>	<b>35</b>	<b>10 538</b>	<b>283 050</b>	<b>126 839</b>
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).					
4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

354							
3 946							
1 912							
1 915							
311							
8 438							

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

24 806		1 479	820				2
4							
1 922							
86 765		5 817	14 316				21
	5 479						
2							
11 990							
2 808							
3							
128 300	5 479	7 296	15 136				23

**JUSTICE**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION

PROGRAMME 3  
Sommaire : page 1-26

**JUSTICE ADMINISTRATIVE**

1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	10 149			10 149	
2. Conseil de la justice administrative	388			388	170
<b>TOTAL</b>	<b>10 537</b>			<b>10 537</b>	<b>170</b>

PROGRAMME 4  
Sommaire : page 1-20

**AIDE AUX JUSTICIABLES**

1. Commission des services juridiques	126 512			126 512	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	720			720	
3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents <sup>1</sup>	85 161			85 161	
4. Loi sur le civisme Permanents <sup>2</sup>	882			864	
5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	14 462		256	14 206 196	10 925
<b>TOTAL</b>	<b>227 737</b>		<b>256</b>	<b>227 659</b>	<b>10 925</b>

1 Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6).

2 Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		10 149					
218							
218		10 149					

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

		126 512					
		720					
11 190		73 971					
133		731					18
3 281 196							
14 800		201 934					18

**JUSTICE**

(en milliers de dollars)

		IMPUTATIONS			
PROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts,			
Éléments	AUTORISÉS	Placements,			
		Avances et	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
		Autres			
PROGRAMME 5					
Sommaire : page 1-26		ORGANISME DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE			
1. Office de la protection du consommateur	7 665		116	7 549	5 918
Ne nécessitant pas de crédits				59	
TOTAL	7 665		116	7 608	5 918
PROGRAMME 6					
Sommaire : page 1-26		POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	65 228	1	1 141	64 086	51 998
Ne nécessitant pas de crédits				411	
TOTAL	65 228	1	1 141	64 497	51 998
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	525 762	236	13 399	512 127	216 526
Permanents	158 662		13	158 608	60 926
Ne nécessitant pas de crédits				12 656	
TOTAL	684 424	236	13 412	683 391	277 452 1

<sup>1</sup> Incluant 12 542 à l'égard de 129 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

1 630		1					
59							
1 689		1					

Ce programme géré par le Directeur des poursuites criminelles et pénales permet à ce dernier d'agir comme poursuivant dans les matières criminelles et pénales.

12 088							
411							
12 499							

135 787		144 678	15 136				
17 501	5 479	74 702					41
12 656							
165 944	5 479	219 380	15 136				41

## JUSTICE

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre	5 000		
Autres	2 296		
Total du programme 2	7 296		
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	10 149		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	749		
Aide juridique	48 401		
Commission des services juridiques	78 111		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	298		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	422		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	73 971		
Total du programme 4	201 952		
Programme 5 - Organisme de protection relevant du ministre			
Bourse d'étude	1		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>219 398</b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
				5 000	5 000	
27	276	1 992		1	2 296	1 791
27	276	1 992		5 001	7 296	1 791
				10 149	10 149	9 617
			731		731	705
			47 855	546	48 401	46 653
				78 111	78 111	78 776
			298		298	298
				422	422	397
			73 971		73 971	69 745
			122 855	79 079	201 934	196 574
			1		1	
<b>27</b>	<b>276</b>	<b>1 992</b>	<b>122 856</b>	<b>94 229</b>	<b>219 380</b>	<b>207 982</b>



**JUSTICE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	119 419	119 419	117 160
Fonctionnement	17 141	17 141	17 769
Capital	523	523	513
Support	<u>82 315</u>	<u>82 297</u>	<u>72 540</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>219 398</u></b>	<b><u>219 380</u></b>	<b><u>207 982</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	262	262	260
Fonctionnement	558	558	1 064
Support	<u>14 316</u>	<u>14 316</u>	<u>12 576</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>15 136</u></b>	<b><u>15 136</u></b>	<b><u>13 900</u></b>

## RELATIONS INTERNATIONALES

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	246	564
Divers	10	
	256	564
<b>Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	246	564
	10	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	106	93
Divers		22
	106	115
	116	115
<b>Total des revenus autonomes</b>	116	115
<b>Total des revenus</b>	<b>116</b>	<b>115</b>

## RELATIONS INTERNATIONALES

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
AFFAIRES INTERNATIONALES					
1. Direction, analyse et politiques Permanents <sup>1</sup>	14 285 474	20 4		14 246 470	6 901
2. Représentation du Québec à l'étranger Ne nécessitant pas de crédits	57 957	846	11 670	45 438 1 497	28 552
3. Affaires bilatérales et francophonie	35 165	15		34 415	5 464
4. Protocole, missions, événements et services ministériels Permanents <sup>2</sup> Ne nécessitant pas de crédits	19 926 22	10	1 786	18 129 22 1 077	10 500
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec					
TOTAL	127 829	895	13 456	115 294	51 417

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

## TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	127 333	891	13 456	112 228	51 417
Permanents	496	4		492	
Ne nécessitant pas de crédits				2 574	
<b>TOTAL</b>	<b>127 829</b>	<b>895</b>	<b>13 456</b>	<b>115 294</b>	<b>51 417</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 8 730 à l'égard de 82 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

1 253		6 092			19		
470							
16 886					1		2
1 497							
2 033		26 918			735		
7 612		17			1		
	22						
1 077							
<hr/>							
30 828	22	33 027			756		2

27 784		33 027			756		2
470	22						
2 574							
30 828	22	33 027			756		2

## RELATIONS INTERNATIONALES

## TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Affaires internationales			
Francophonie	15 677		
Organismes voués à la jeunesse	2 866		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000		
Programmes de coopération	2 103		59
Québec sans frontières et autres	4 148		
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	4 088		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	855	2	23
Autres	2 021	28	
Total du programme 1	<u>33 758</u>	<u>30</u>	<u>82</u>
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>33 758</u></b>	<b><u>30</u></b>	<b><u>82</u></b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
15	15	9 428 2 866		6 219	15 677 2 866	7 366 2 866
				2 000	2 000	2 000
473	184	548	455	132	1 851	1 729
5		3 513	1	150	3 669	3 616
588		3 188	312		4 088	3 723
218		575	37		855	794
21	6	1 955	11		2 021	1 856
1 320	205	22 073	816	8 501	33 027	23 950
<b>1 320</b>	<b>205</b>	<b>22 073</b>	<b>816</b>	<b>8 501</b>	<b>33 027</b>	<b>23 950</b>

---

## RELATIONS INTERNATIONALES

## DÉPENSES DE TRANSFERT

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

---

	Crédits autorisés	2008	2007
Support	33 758	33 027	23 950
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>33 758</b>	<b>33 027</b>	<b>23 950</b>

## RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Ressources forestières		
Coupe de bois - usage domestique	193	201
Usines de transformation du bois	670	698
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	160 727 <sup>1</sup>	258 069
Érablières	1 529	1 545
Intervention - travaux d'utilité publique	77	175
Intervention - activités minières	102	87
Intervention - aménagement faunique et récréatif	64	90
Autres droits sur la gestion des forêts	20	23
Traitements sylvicoles réguliers	(142 300)	(145 747)
Programmes de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(11 380)	(6 261)
Contribution à SOPFIM-SOPFEU		(15 935) <sup>2</sup>
Plans spéciaux - récupération et mise en production	(7 047) <sup>2</sup>	(33 106)
Transfert au Fonds forestier		(57 006) <sup>2</sup>
Divers	2	5
	<u>2 657</u>	<u>2 838</u>
Ressources minières		
Exploitation minière	43 987	35 575
Claim	11 314	12 379
Exploitation par baux	1 534	1 410
Recherche de réservoir souterrain	272	180
Exploitation - sable, gravier et autres	2 803	2 716
Divers	119	37
	<u>60 029</u>	<u>52 297</u>
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	3 469	9 908
Énergie électrique produite	15 486 <sup>3</sup>	63 535
Régime des eaux	1 669	1 653
	<u>20 624</u>	<u>75 096</u>
Autres		
Permis de recherche	83	
Recherche de pétrole et de gaz naturel	672	645
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	61	64
Permis d'utilisation - équipement pétrolier à risque élevé		1 832
Permis de chasse, pêche et piégeage	27 485	27 660
Permis commerciaux et particuliers	163	284
Droits pour activités commerciales	958	1 295
Divers	39	65
	<u>29 461</u>	<u>31 845</u>
	<u>112 771</u>	<u>162 076</u>

1 La variation s'explique par la diminution du volume de bois facturé ainsi que par la baisse du prix moyen du bois.

2 Les revenus de permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques financent certains coûts reliés à la protection et conservation de la forêt. Suite à la diminution de ces revenus, la structure de financement des opérations du Fonds forestier et de certains travaux sylvicoles a été modifiée. Ainsi, la diminution des coûts reliés à la contribution SOPFIM-SOPFEU et au transfert au Fonds forestier a été compensée par une augmentation des dépenses d'affectation à un Fonds spécial alors qu'une partie des coûts reliés aux Plans spéciaux - récupération et mise en production (28 362) a été inscrite dans les dépenses de fonctionnement.

3 La variation s'explique principalement par le transfert des redevances hydrauliques au Fonds des générations.



## RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	249	211
Bois	10	264
Terres de l'état	3 331	1 341
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	148	165
Frais de vente et de location de terrains	599	510
Location et concessions	10 999	9 942
Enregistrement de transferts	209	101
Frais d'inscription aux tirages au sort	296	246
Gains sur disposition d'immobilisations	284	369
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 471	1 983
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	107	(13)
Divers	1 257	92
	18 960	15 211
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 471	1 983
Compte pour le financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	107	(13)
	17 382	13 241
<b>Intérêts</b>		
Autres revenus à percevoir	742	1 279
Droits sur les profits d'exploitation minière	(71)	19
Paievements de redevances hydrauliques	(3 516)	1 046
Divers	49	47
	(2 796)	2 391
<b>Amendes et confiscations</b>		
Infractions à la Loi sur les forêts	107	258
Divers	93	78
	200	336
<b>Recouvrements</b>		
Dépenses d'années antérieures	275	607
Subventions d'années antérieures	2 570	34 112
	2 845	34 719
	17 631	50 687
<b>Total des revenus autonomes</b>	130 402	212 763

4 La diminution s'explique principalement par le recouvrement, en 2006-2007, des sommes non utilisées d'une subvention.

## RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier		407
<b>Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour le projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier		407
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>		
<b>Total des revenus</b>	<b>130 402</b>	<b>212 763</b>

## RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 1						
Sommaire : page 1-18						
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET FAUNIKES						
1. Connaissance et gestion du territoire Ne nécessitant pas de crédits	7 780		873	6 907 433	5 139	
2. Gestion de la ressource forestière	124 030			245 030		
Permanents <sup>1</sup>	63 432			63 432		
Permanents <sup>2</sup>	20			20		
3. Protection et mise en valeur de la ressource faunique Ne nécessitant pas de crédits	74 104		5 422	68 682 5 480	40 502	
4. Développement et gestion des ressources énergétiques et minérales Ne nécessitant pas de crédits	59 132		626	58 506 2 227	16 212	
5. Direction du Ministère et services à la gestion	49 807	6	6 650	43 151	17 171	
Permanents <sup>3</sup>	75			7		
Permanents <sup>4</sup>	10			10		
Permanents <sup>5</sup>	1 000			1 000		
Ne nécessitant pas de crédits				6 962		
6. Opérations régionales Ne nécessitant pas de crédits	142 436	2	9 350	133 084 1 095	22 812	
7. Forestier en chef Ne nécessitant pas de crédits	4 923		182	4 741 117	3 319	
TOTAL	526 749	8	23 103	640 884	105 155	

1 Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1).

2 Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).

3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

5 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

## TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	462 212	8	23 103	560 101	105 155
Permanents	64 537			64 469	
Ne nécessitant pas de crédits				16 314	
<b>TOTAL</b>	<b>526 749</b>	<b>8</b>	<b>23 103</b>	<b>640 884</b>	<b>105 155</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 15 836 à l'égard de 175 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources fauniques, forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

1 767		1					
433							
28 362			216 668				(121 000)
63 432		20					
20 267		7 913					
5 480							
11 107		6 787	24 400				
2 227							
11 932	7	657	13 391				68
10							
1 000							
6 962							
9 343		3 556	97 373				
1 095							
1 422							
117							
164 956	7	18 934	351 832				(120 932)

84 200		18 914	351 832				(121 000)
64 442	7	20					68
16 314							
164 956	7	18 934	351 832				(120 932)

**RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques			
Agence de l'efficacité énergétique			
Aide à la recherche et au développement	200		
Aide à l'exploration minérale	2 426	1 826	
Assistance à l'industrie minérale	2 340		
Commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT)	1 960		
Enfouissement des fils électriques	666		
Extension du réseau gazier	1 155	1 155	
Prêts forestiers	20		
Soutien dans les milieux autochtones	8 637	1 163	
Autres	1 530		
Total du programme 1	18 934	4 144	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>18 934</b>	<b>4 144</b>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
						2 079
		200			200	13
		600			2 426	1 736
5	1	2 110		224	2 340	1 679
		1 960			1 960	4 050
	666				666	565
					1 155	1 155
				20	20	1 400
	6 625	543		306	8 637	8 554
54	45	1 394	1	36	1 530	833
59	7 337	6 807	1	586	18 934	22 064
<b>59</b>	<b>7 337</b>	<b>6 807</b>	<b>1</b>	<b>586</b>	<b>18 934</b>	<b>22 064</b>

---



## RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération			2 038
Capital	1 846	1 846	1 454
Intérêt			4 857
Support	<u>17 088</u>	<u>17 088</u>	<u>13 715</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>18 934</u></b>	<b><u>18 934</u></b>	<b><u>22 064</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	110 994 <sup>1</sup>	120 248 <sup>1</sup>	97 453
Fonctionnement	50 550 <sup>1</sup>	114 713 <sup>1</sup>	64 944
Capital	12 400	12 400	12 400
Intérêt	17 226	17 226	12 800
Support	<u>39 662 <sup>1</sup></u>	<u>87 245 <sup>1</sup></u>	<u>70 005</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>230 832</u></b>	<b><u>351 832</u></b>	<b><u>257 602</u></b>

<sup>1</sup> Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-157.



**REVENU****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Impôt sur le revenu et les biens</b>		
Impôt sur le revenu des particuliers	18 648 078	18 479 722
Impôt des sociétés	4 818 788	4 779 027
	23 466 866	23 258 749
<b>Taxes à la consommation</b>		
Vente	10 237 912	9 872 935
Carburants	1 656 433	1 678 099
Tabac	646 819	678 439
Boissons alcooliques	421 233	421 542
	12 962 397	12 651 015
<b>Droits et permis</b>		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	(9)	(163)
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	(244)	2 189
Autres		
Honoraires - dossiers publics	3 951	4 427
Création et modification de personnes morales	17 137	10 854
Publicité légale des entreprises	39 235	29 754
Enregistrements d'abris fiscaux et d'actions accréditives	540	360
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	724	766
Divers	22	29
	61 609	46 190
	61 356	48 216
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	188	201
Frais de perception	236	613
Perception - R.R.Q.	29 582	26 160
Recouvrements de tiers	71	124
Actes judiciaires	215	197
Décisions anticipées	105	135
Gestion de la taxe sur les produits et services	138 499	127 470
Divers	51	29
	168 947	154 929
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	138 499	127 470
	30 448	27 459

**REVENU****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers (suite)</b>		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	214 438	224 351
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	176 209 <sup>1</sup>	159 413
Taxe à percevoir sur la vente	100 332 <sup>2</sup>	82 679
Taxe à percevoir sur les carburants	(2 193)	(796)
Taxe à percevoir sur le tabac	10 458	4 740
Autres revenus à percevoir	(539)	1 125
Divers	(2)	(1)
	<u>498 703</u>	<u>471 511</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	1 421	629
Pénalités	272 394 <sup>2</sup>	214 032
Frais - chèques sans provision	2 011	1 879
Infractions aux lois fiscales	1 420	1 279
Divers	13	11
	<u>277 259</u>	<u>217 830</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 190	1 510
Biens non réclamés remis à l'état		7 849
Divers	(2)	
	<u>3 188</u>	<u>9 359</u>
	<u>809 598</u>	<u>726 159</u>
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>37 300 217</u>	<u>36 684 139</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><b>37 300 217</b></u>	<u><b>36 684 139</b></u>

1 L'augmentation s'explique principalement par la hausse des débiteurs.

2 L'augmentation s'explique principalement par la hausse des débiteurs et par la hausse des cotisations importantes au cours de l'exercice 2007-2008.

**Notes**

	2008	2007
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus :		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 136 682	6 038 212
Impôt des sociétés	2 106 580	2 073 289
Vente	5 630 679	5 446 662
Carburants	96 303	87 303
Tabac	12 711	18 966
Profits d'exploitation forestière	3 010	11 026
Divers	532	164

## REVENU

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-26					
ADMINISTRATION FISCALE					
1. Opérations régionales	149 444	38	18	148 741	143 318
2. Opérations concentrées	49 433	1	320	44 750	41 207
Permanents <sup>1</sup>	38 609			38 609	
Permanents <sup>2</sup>	39				
3. Technologies de l'information	67 603		2	64 527	34 915
4. Administration et support	151 554	1	1 420	117 993	43 869
Permanents <sup>2</sup>	5				
Permanents <sup>3</sup>	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				2 149	
5. Perception	39 705			36 970	
Permanents <sup>4</sup>	668 397			668 397	
6. Pensions alimentaires	38 553			34 909	
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	47 295			44 045	36 590
8. Administration provisoire des biens non réclamés	390			381	
Permanents <sup>5</sup>	7 371			7 020	4 661
9. Le Registraire des entreprises	7 986			6 737	4 400
Permanents <sup>2</sup>	16				
TOTAL	1 266 410	40	1 760	1 215 238	308 960

1 Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus).

2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

3 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

5 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).

## TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	551 963	40	1 760	499 053	304 299
Permanents	714 447			714 036	4 661
Ne nécessitant pas de crédits				2 149	
<b>TOTAL</b>	<b>1 266 410</b>	<b>40</b>	<b>1 760</b>	<b>1 215 238</b>	<b>308 960</b> <sup>1</sup>

1 Incluant 33 144 à l'égard de 379 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement. Ce programme a aussi pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

5 423					500	73	74
3 543					1 318	1 857	1 187
38 609							39
29 612					2 222	845	7
21 383		123	52 618		13 349	8 983	9 808
10							5
2 149							
			36 970		2 735		
	668 397						
			34 909		500	625	2 519
5 929			1 526		287	2 961	2
381							9
1 795			564				351
2 337					1 136	83	30
							16
111 171	668 397	123	126 587		22 047	15 427	14 047

68 608		123	126 023		22 047	15 427	13 636
40 414	668 397		564				411
2 149							
111 171	668 397	123	126 587		22 047	15 427	14 047

**REVENU****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions à des organismes	<u>124</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>124</u></b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
		123			123	122
		<b>123</b>			<b>123</b>	<b>122</b>

---

**REVENU**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Support	124	123	122
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>124</b>	<b>123</b>	<b>122</b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération			52 284
Fonctionnement	78 289	71 879	19 952
Capital	59 061	54 708	40 446
Intérêt			2 600
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>137 350</b>	<b>126 587</b>	<b>115 282</b>

## SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 663	1 580
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - internes	6 222	6 631
Tierces responsabilités - externes	1 344	1 119
Assurance-hospitalisation - étrangers	149	168
Tierce responsabilité - Fonds d'assurance automobile du Québec	88 654	88 654
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	335	629
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	43 806 <sup>1</sup>	1 493
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
Divers	15	20
	192 525	150 714
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	335	629
Compte pour la mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	43 806 <sup>1</sup>	1 493
Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
	96 384	96 592
Intérêts		
Débiteurs	618	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	6 221	1 957
Subventions d'années antérieures	25 355	436
	31 576	2 393
	128 578	98 985
<b>Total des revenus autonomes</b>	130 241	100 565
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		
Adaptation des soins de santé primaires		9 738
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	36 783	36 783
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	843	
Services de traitement et de réadaptation	10 999 <sup>2</sup>	(5 500)
	94 518	77 176
<b>Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	843	
	93 675	77 176
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>	93 675	86 914
<b>Total des revenus</b>	<b>223 916</b>	<b>187 479</b>

<sup>1</sup> La variation résulte des coûts de mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé financé par Inforoute Santé du Canada.

<sup>2</sup> La variation est attribuable en partie à la signature, pour les quatre derniers exercices, de l'entente relative au programme de traitement et de réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie.



**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX****DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 1						
Sommaire : page 1-12						
FONCTIONS NATIONALES						
1. Direction et gestion ministérielle	98 171	12	639	97 520	49 123	
Permanents <sup>1</sup>	14			14		
Ne nécessitant pas de crédits				1 306		
2. Organismes-conseils	6 690			6 690	3 577	
3. Activités nationales	258 301			258 301		
Permanents <sup>2</sup>	418			123		
TOTAL	363 594	12	639	363 954	52 700	

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

2 Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35).

**PROGRAMME 2****FONCTIONS RÉGIONALES**

Sommaire : page 1-12

1. Agences de la santé et des services sociaux	95 195			95 195		
2. Établissements de santé et de services sociaux	11 697 534	218 857 <sup>4</sup>		11 569 533		
Permanents <sup>1</sup>	2 701 797 <sup>a</sup>			2 701 797 <sup>a</sup>		
3. Organismes communautaires et autres organismes	392 376			392 376		
4. Activités connexes	1 382 610	7 013 <sup>5</sup>		1 375 597		
Permanents <sup>2</sup>	670 605			670 605		
Permanents <sup>3</sup>	104 430			104 430		
5. Service de la dette	646 072			646 072		
<b>TOTAL</b>	<b>17 690 619</b>	<b>225 870</b>		<b>17 555 605</b>		

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).

3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

4 Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2006-2007.

5 Montant relatif pour l'acquisition de stocks.

a Incluant un montant de 2 576 000 représentant la part, attribuée au ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 701 797.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

48 397							
14							
1 306							
2 913		200					
4 741		253 560					
		123					295
57 371		253 883					295

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la Politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

		95 195					
		11 569 533					(90 856)
		2 701 797					
		392 376					
20 592		1 355 005					
		670 605					
		104 430					
		646 072					
20 592		17 535 013					(90 856)

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC					
Sommaire : page 1-12					
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées Ne nécessitant pas de crédits	12 659		122	12 271 108	8 266
TOTAL	12 659		122	12 379	8 266

**PROGRAMME 4**

**RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC**

Sommaire : page 1-12

1. Services médicaux Permanents <sup>1</sup>	3 670 411			3 578 787	
2. Services optométriques Permanents <sup>1</sup>	37 718			37 718	
3. Services dentaires Permanents <sup>1</sup>	110 889			102 397	
4. Services pharmaceutiques et médicaments Permanents <sup>1</sup>	2 152 724			2 152 724	
5. Autres services Permanents <sup>1</sup>	151 985			151 985	
6. Administration Permanents <sup>1</sup>	98 862			98 862	
<b>TOTAL</b>	<b>6 222 589 <sup>a</sup></b>			<b>6 122 473 <sup>a</sup></b>	

<sup>1</sup> Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).

<sup>a</sup> Incluant un montant de 2 704 000 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 701 797, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 3 431 761 pour une dépense de 3 420 676.

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

3 100		905			248	8	10
108							
3 208		905			248	8	10

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

		3 578 787					91 624
		37 718					
		102 397					8 492
		2 152 724					
		151 985					
		98 862					
		6 122 473					100 116

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS				RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses		
PROGRAMME 5		PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITALE-NATIONALE				
Sommaire : page 1-18						
1. Développement de la Capitale-Nationale Permanents <sup>1</sup> Ne nécessitant pas de crédits	62 073 635	1 162	9	60 902 208 8	1 664	
TOTAL	62 708	1 162	9	61 118	1 664	
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).						
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	14 651 681 9 700 488	227 044	770	14 514 457 9 599 650 1 422	62 630	
TOTAL	24 352 169	227 044	770	24 115 529	62 630 <sup>1</sup>	

1 Incluant 8 690 à l'égard de 87 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

485		56 960	1 793				
	208						427
8							
493	208	56 960	1 793				427

80 228		14 369 806	1 793		248	8	(90 846)
14	208	9 599 428					100 838
1 422							
81 664	208	23 969 234	1 793		248	8	9 992

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Fonctions nationales			
Programme d'intervention - Hépatite C	52 431		692
Services hospitaliers hors-Québec	128 843		
Autres	72 904	40	3 316
<b>Total du programme 1</b>	<b>254 178</b>	<b>40</b>	<b>4 008</b>
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	57 870		1 479
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	85 291		84 447
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	95 195		
Directions de santé publique	71 979		19 054
Établissements privés	428 100		411 590
Établissements publics	13 601 108 <sup>1</sup>		13 083 453
Loyer - établissements du réseau	151 266		142 724
Organismes communautaires	392 376		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	53 141		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	670 605		668 405
Régime de retraite du personnel d'encadrement	104 430		104 430
Rémunération des internes et résidents	143 849		
Ressources de type familial	200 432		198 734
Service de la dette	646 072		475 481
Système du sang	275 791		248 950
Transporteurs ambulanciers	271 207	207 819	2 894
Autres	195 445	665	67 602
<b>Total du programme 2</b>	<b>17 444 157</b>	<b>208 484</b>	<b>15 509 243</b>
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	914	5	
Autres			
<b>Total du programme 3</b>	<b>914</b>	<b>5</b>	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	131 259		
Bourses d'études et de recherche	20 726		
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments	98 862		
Services dentaires	110 889		
Services médicaux	3 670 411		
Services optométriques	37 718		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 152 724		
<b>Total du programme 4</b>	<b>6 222 589</b>		
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la ville de Québec	7 800		
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	6 285	130	
Commission de la capitale nationale du Québec	15 870		
Fêtes du 400e anniversaire de la Ville de Québec	20 740		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	6 265	844	
<b>Total du programme 5</b>	<b>56 960</b>	<b>974</b>	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>23 978 798</b>	<b>209 503</b>	<b>15 513 251</b>

1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-171.

ENTR - Entreprises  
SSS - Établissements de santé et de services sociaux  
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités  
OBNL - Organismes à but non lucratif  
PERS - Personnes  
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
		45	51 135	559	52 431	1 425
			128 548		128 548	120 016
569	23	19 059	44 094	5 803	72 904	59 931
569	23	19 104	223 777	6 362	253 883	181 372
		1 697		54 694	57 870	60 236
		231		613	85 291	81 675
		270		95 195	95 195	91 376
		11 118		52 655	71 979	68 260
		18 304		5 392	428 100	407 757
				590 207	13 691 964 <sup>1</sup>	12 878 014
	4 333	384 194		8 542	151 266	145 970
				3 849	392 376	364 259
				53 141	53 141	47 859
				2 200	670 605	610 271
					104 430	88 792
				143 849	143 849	126 510
		13		1 685	200 432	183 619
		132		170 591	646 072	581 138
				26 709	275 791	270 618
				60 494	271 207	271 853
3 188	18	35 122	560	88 290	195 445	184 145
3 188	4 351	451 081	560	1 358 106	17 535 013	16 462 352
65		725	2	108	905	446
						448
65		725	2	108	905	894
			131 259		131 259	136 482
			20 726		20 726	9 352
			102 397	98 862	98 862	98 265
			3 578 787		102 397	92 597
			37 718		3 578 787	3 353 954
			2 152 724		37 718	33 940
					2 152 724	1 945 587
			6 023 611	98 862	6 122 473	5 670 177
	7 800				7 800	
	6 155				6 285	5 340
		14 600		15 870	15 870	19 474
17	1 017	3 993		6 140	20 740	9 981
				394	6 265	12 657
17	14 972	18 593		22 404	56 960	47 452
<b>3 839</b>	<b>19 346</b>	<b>489 503</b>	<b>6 247 950</b>	<b>1 485 842</b>	<b>23 969 234</b>	<b>22 362 247</b>





**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**
**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	15 702 447	15 693 188	14 915 905
Fonctionnement	4 538 925	4 538 923	4 020 691
Capital	379 954	379 954	345 807
Intérêt	303 620	303 620	271 207
Support	<u>3 053 852</u>	<u>3 053 549</u>	<u>2 808 637</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>23 978 798</u></b>	<b><u>23 969 234</u></b>	<b><u>22 362 247</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Support	<u>1 793</u>	<u>1 793</u>	<u>1 545</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 793</u></b>	<b><u>1 793</u></b>	<b><u>1 545</u></b>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Boissons alcooliques		
Détaillants	21 025	20 930
Production industrielle de boissons	633	587
	21 658	21 517
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 653	4 507
Appareils d'amusement	2 971	2 901
Bingo	1 117	1 493
Loteries	3 126	2 722
Courses	180	182
	12 047	11 805
Autres		
Études de dossiers	875	977
Agences d'investigation ou de sécurité	1 459	1 329
Organisation - spectacles sportifs de combat	179	176
Permis d'explosifs	267	265
Divers	45	32
	2 825	2 779
	36 530	36 101
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	543	172
Location de chambres et pension	3 214	2 953
Conciliation et enquête - déontologie policière	554	743
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 982	1 860
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 482	3 371
Divers	45	54
	12 820	12 153
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 982	1 860
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Compte pour le financement des unités autonomes de service	3 482	3 371
	4 356	3 922
Intérêts		
Débiteurs	36	25
Amendes et confiscations		
Alco-frein		24
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	2 308	1 062
Divers	60	56
	2 368	1 142

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers (suite)</b>		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 114	3 475
Subventions d'années antérieures	84	84
Recouvrement de dépenses CARRA	386	396
Divers	3	4
	<u>2 587</u>	<u>3 959</u>
	9 347	9 048
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>45 877</u>	<u>45 149</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Administration de la Loi sur les armes à feu	4 826	4 201
Troisième Sommet des Amériques		(43)
Financement du programme conjoint de protection civile	367	656
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	11 960 <sup>1</sup>	
Divers	8	8
	<u>17 161</u>	<u>4 822</u>
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu	4 826	4 201
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques		(43)
Compte pour le financement du programme conjoint de protection civile	367	656
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	11 960 <sup>1</sup>	
	<u>8</u>	<u>8</u>
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>	<u>8</u>	<u>8</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>45 885</u></u>	<u><u>45 157</u></u>

<sup>1</sup> Cette variation fait suite à la signature de trois nouvelles ententes soit : « Ouragan Katrina », « Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques » et « Montebello Août 2007 (Sommet des dirigeants de l'Amérique du Nord) ».

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET GESTION INTERNE					
Sommaire : page 1-28					
1. Direction et services supports à la gestion Permanents <sup>1</sup>	19 689 10		465	19 224 10	16 485
2. Services correctionnels	238 279	4	116	238 159	175 422
3. Expertises judiciaires	6 398		11	6 387	5 040
4. Affaires policières et sécurité-protection	79 305	1		79 304	19 804
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents <sup>2</sup> Permanents <sup>3</sup>	17 136 24 009 1	1	26  1	17 109 24 009	9 560 1 970
6. Éléments de gestion centrale Permanents <sup>4</sup> Permanents <sup>5</sup> Ne nécessitant pas de crédits	111 780 36 2		4 822	106 957 36  4 022	27 230
TOTAL	496 645	6	5 441	495 217	255 511
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1).					
3 Loi sur la sécurité civile, (L.R.Q., c. S-2.3).					
4 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
5 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					

## PROGRAMME 2

## SÛRETÉ DU QUÉBEC

Sommaire : page 1-28

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	330 437	97		330 337	175 668
Permanents <sup>1</sup>	2 308			2 308	2 308
2. Gestion interne et soutien	217 435	2	16 854	186 158	37 505
Ne nécessitant pas de crédits				11 058	
<b>TOTAL</b>	<b>550 180</b>	<b>99</b>	<b>16 854</b>	<b>529 861</b>	<b>215 481</b>
1	Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales, (L.R.Q., c. C-52.2).				

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

2 518		221					
10							
62 522		215					
1 347							
7 496		52 004					
2 139		5 410					
1 382		20 657					
79 727							1
	36						2
4 022							
161 163	36	78 507					3

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

14 463			140 206				3
76 349			72 304				14 421
11 058							
101 870			212 510				14 424

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-28					
ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE					
1. Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents <sup>1</sup>	13 770 3		28	13 073	10 178
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 447			4 184	2 679
3. Bureau du coroner	6 845		23	6 642	3 387
4. Commissaire à la déontologie policière	2 915		5	2 892	2 245
5. Comité de déontologie policière	1 875			1 859	1 342
TOTAL	29 855		56	28 650	19 831
1 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 050 311	105	22 350	1 012 285	486 545
Permanents	26 369		1	26 363	4 278
Ne nécessitant pas de crédits				15 080	
TOTAL	1 076 680	105	22 351	1 053 728	490 823 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Incluant 78 283 à l'égard de 871 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

2 895						2	667 3
1 505						91	172
3 255						95	85
647						9	9
517						4	12
<u>8 819</u>						<u>201</u>	<u>948</u>

255 380		57 850	212 510			201	15 370
1 392	36	20 657					5
15 080							
<u>271 852</u>	<u>36</u>	<u>78 507</u>	<u>212 510</u>			<u>201</u>	<u>15 375</u>



**SÉCURITÉ PUBLIQUE****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	2 564		
Formation des policiers et des pompiers	8 105		
Gangs de rue	2 817		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	3 220		
Prévention de la criminalité, santé et aide aux victimes	18 530		
Schémas de couverture de risques d'incendie	1 470		
Sécurité civile	20 657	1 436	
Services policiers en milieu autochtone	20 119		
Autres	1 025		
Total du programme 1	78 507	1 436	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b>78 507</b>	<b>1 436</b>	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
500	2 064				2 564	
				8 105	8 105	7 996
	2 817				2 817	2 000
	3 165	55			3 220	2 458
	18 509			21	18 530	18 393
	1 420	50			1 470	1 030
	7 936	100	11 185		20 657	13 039
	20 119				20 119	19 054
	371	634		20	1 025	425
500	56 401	839	11 185	8 146	78 507	64 395
<b>500</b>	<b>56 401</b>	<b>839</b>	<b>11 185</b>	<b>8 146</b>	<b>78 507</b>	<b>64 395</b>

---

**SÉCURITÉ PUBLIQUE****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Fonctionnement	8 105	8 105	7 996
Support	70 402	70 402	56 399
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>78 507</u></b>	<b><u>78 507</u></b>	<b><u>64 395</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	163 671	163 671	153 360
Fonctionnement	43 675	43 675	37 803
Capital	5 164	5 164	4 935
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>212 510</u></b>	<b><u>212 510</u></b>	<b><u>196 098</u></b>

## SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008  
(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Divers	3	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	744	742
	747	742
<b>Total des revenus autonomes</b>	747	742
<b>Total des revenus</b>	747	742

## SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-28					
SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
1. Direction et services au portefeuille ministériel Permanents <sup>1</sup> Ne nécessitant pas de crédits	107 700 3		33	107 667 1 141	5 341
2. Gouvernement en ligne Ne nécessitant pas de crédits	19 178		7 997	11 181 5 307	3 773
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	13 576				
TOTAL	140 457		8 030	124 297	9 114
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	140 454 3		8 030	118 848 1 5 448	9 114
TOTAL	140 457		8 030	124 297	9 114 <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Incluant 1 786 à l'égard de 18 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard.

102 015		311					
1							2
141							
7 408							
5 307							
							13 576
<u>114 872</u>		<u>311</u>					<u>13 578</u>

109 423		311					13 576
1							2
5 448							
<u>114 872</u>		<u>311</u>					<u>13 578</u>

**SERVICES GOUVERNEMENTAUX****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Services gouvernementaux			
Fonds de la société de l'information			
Autres	<u>311</u>		
Total du programme 1	<u>311</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<u><b>311</b></u>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
						155
12	3	296			311	310
12	3	296			311	465
<b>12</b>	<b>3</b>	<b>296</b>			<b>311</b>	<b>465</b>

---





## SERVICES GOUVERNEMENTAUX

## DÉPENSES DE TRANSFERT

## VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Support	311	311	465
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>311</b>	<b>311</b>	<b>465</b>

## TOURISME

## DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

## PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
		PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME			
		Sommaire : page 1-18			
1. Tourisme Québec	60 328			59 942	
2. Société du Centre des congrès de Québec	15 940			15 669	
3. Société du Palais des congrès de Montréal	39 600			39 065	
4. Régie des installations olympiques	30 240			29 832	
TOTAL	146 108			144 508	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	146 108			144 508	
TOTAL	146 108			144 508	

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

			59 942		386		
		15 669			271		
		39 065			535		
		29 832			408		
		84 566	59 942		1 600		

		84 566	59 942		1 600		
		<b>84 566</b>	<b>59 942</b>		<b>1 600</b>		

**TOURISME****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	30 240		
Société du Centre des congrès de Québec	15 940		
Société du Palais des congrès de Montréal	39 600		
	<u>85 780</u>		
Total du programme 1			
	<u>85 780</u>		
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>85 780</u></b>		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
				29 832	29 832	30 040
				15 669	15 669	15 900
				39 065	39 065	38 559
				84 566	84 566	84 499
				<b>84 566</b>	<b>84 566</b>	<b>84 499</b>

---



## TOURISME

**DÉPENSES DE TRANSFERT**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération	25 515	24 301	22 269
Fonctionnement	29 100	29 100	26 105
Capital	11 834	11 834	16 421
Intérêt	19 331	19 331	19 704
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>85 780</b>	<b>84 566</b>	<b>84 499</b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**  
**VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**  
**Année financière terminée le 31 mars 2008**  
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2008	2007
Rémunération	16 053	15 950	15 606
Fonctionnement	18 424	18 308	13 729
Support	25 851	25 684	29 677
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b>60 328</b>	<b>59 942</b>	<b>59 012</b>



**TRANSPORTS****DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Droits et permis</b>		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	669 033	654 462
Conducteurs et chauffeurs	82 731	81 413
Transport commercial public	693	694
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 089	2 085
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	1 952	1 909
Frais d'inscription et de renouvellement - intermédiaires en services de transport	106	122
	<u>756 604</u>	<u>740 685</u>
Autres		
Transfert de permis	759	802
Divers	26	25
	<u>785</u>	<u>827</u>
	<u>757 389</u>	<u>741 512</u>
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Gaz et huile	6	56
Disposition de surplus	610	572
Gestion de halte routière		(42)
Terrains et bâtisses	3 897	4 930
Location de terrains et bâtisses	1 741	1 648
Aide technique et soutien	116	74
Gains sur disposition d'immobilisations		154
Frais de publication - demandes de permis	102	101
Analyse en laboratoire	81	48
Frais d'atterrissage		63
Frais de débarcadère	317	341
Amortissement revenus reportés - tiers		201
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	28	182
Divers	60	71
	<u>6 958</u>	<u>8 399</u>
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	28	182
	<u>6 930</u>	<u>8 217</u>
Intérêts		
Débiteurs	7	486
Divers	1	2
	<u>8</u>	<u>488</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	152	60
Alco-frein	1 008	1 120
Divers	3	3
	<u>1 163</u>	<u>1 183</u>

## TRANSPORTS

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers (suite)</b>		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 534	969
Subventions d'années antérieures	2 272	(73)
Dépenses sous forme d'indemnités	3 618	4 811
	<u>7 424</u>	<u>5 707</u>
	15 525	15 595
<b>Total des revenus autonomes</b>	<u>772 914</u>	<u>757 107</u>
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>		
Autres programmes		
Caisse des passages à niveau	17	
Entretien de chemins fédéraux	48	131
Aménagement d'aéroports	201	
Programme d'infrastructures	19 041 <sup>1</sup>	38 210
Financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais		1
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	723	723
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	2 280	3 992
	<u>22 310</u>	<u>43 057</u>
<b>Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée</b>		
Compte relatif au programme d'infrastructures	19 041 <sup>1</sup>	38 210
Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais		1
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	723	723
Compte pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	2 280	3 992
	<u>266</u>	<u>131</u>
<b>Total des transferts du gouvernement du Canada</b>	<u>266</u>	<u>131</u>
<b>Total des revenus</b>	<u><u>773 180</u></u>	<u><u>757 238</u></u>

<sup>1</sup> La baisse est principalement attribuable à la fin de l'entente visant les rénovations apportées au réseau du Métro de Montréal.

**TRANSPORTS****DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-18					
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT					
1. Construction des infrastructures de transport	902 256		5 533	896 723	
Permanents <sup>1</sup>	2 883			2 883	
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				103 202	
2. Entretien des infrastructures de transport	478 939	3	17 085	461 851	105 297
Permanents <sup>1</sup>	344			344	
Ne nécessitant pas de crédits (stocks)				11 955	
3. Aide financière au réseau routier local	135 600			135 600	
TOTAL	1 520 022	3	22 618	1 612 558	105 297
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).					

**PROGRAMME 2**

**Sommaire : page 1-18**

**SYSTÈMES DE TRANSPORT**

1. Transport terrestre	352 998		10 058	342 940	5 548
2. Transport maritime	70 668			70 668	846
3. Transport aérien	9 392			9 392	614
4. Commission des transports du Québec	13 651		2 528	10 958	8 010
Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)				1 650	
<b>TOTAL</b>	<b>446 709</b>		<b>12 586</b>	<b>435 608</b>	<b>15 018</b>

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

96			896 627				
			2 883				
103 202							
350 460		4 376	1 718				
344							
11 955							
129		135 471					
466 186		139 847	901 228				

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

3 571		333 821					
8 802		61 020					
1 322		7 456					
2 948							165
1 650							
18 293		402 297					165

**TRANSPORTS**

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 3					
Sommaire : page 1-18					
ADMINISTRATION ET SERVICES CORPORATIFS					
1. Direction Permanents <sup>1</sup>	6 955 10		33	6 922 10	5 879
2. Services administratifs Permanents <sup>2</sup> Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	64 475 134	3	3 178	61 294 124 16 601	47 138
3. Planification, recherche et développement	15 042		95	14 947	11 289
TOTAL	86 616	3	3 306	99 898	64 306
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) Ne nécessitant pas de crédits (stocks)	2 049 976 3 371	6	38 510	2 011 295 3 361 121 453 11 955	184 621
TOTAL	2 053 347	6	38 510	2 148 064	184 621 <sup>1</sup>

1 Incluant 19 315 à l'égard de 228 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

**Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.**

800		243					
10							
14 156							
	124						10
16 601							
2 194		1 464					
<u>33 761</u>	<u>124</u>	<u>1 707</u>					<u>10</u>

384 478		543 851	898 345				165
354	124		2 883				10
121 453							
11 955							
<u>518 240</u>	<u>124</u>	<u>543 851</u>	<u>901 228</u>				<u>175</u>

**TRANSPORTS****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	135 471		
Transport terrestre	<u>4 376</u>	<u>25</u>	
Total du programme 1	<u>139 847</u>	<u>25</u>	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	7 090		
Société des Traversiers du Québec	48 163		
Transport aérien	7 456	1 379	
Transport en commun			
Agence métropolitaine de transport	82 034		
Fonctionnement	35 979		
Immobilisations et service de la dette	120 157		
Transport adapté aux personnes handicapées	69 156	13	
Transport ferroviaire	3 930	3 714	
Transport maritime	12 857	9 756	492
Transport terrestre	<u>15 475</u>	<u>978</u>	<u>15</u>
Total du programme 2	<u>402 297</u>	<u>15 840</u>	<u>507</u>
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	1 464	159	
Autres	<u>243</u>		
Total du programme 3	<u>1 707</u>	<u>159</u>	
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>543 851</u></b>	<b><u>16 024</u></b>	<b><u>507</u></b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
	135 471				135 471	151 038
	4 351				4 376	4 311
	139 822				139 847	155 349
			7 090		7 090	8 675
				48 163	48 163	43 202
	5 001	199	877		7 456	2 229
				82 034	82 034	71 429
	35 761	218			35 979	22 754
	120 157				120 157	124 826
	68 693			450	69 156	64 842
	125	91			3 930	10 084
50	2 307	252			12 857	4 745
43	2 813	11 326		300	15 475	15 173
93	234 857	12 086	7 967	130 947	402 297	367 959
557		743		5	1 464	
		243			243	1 400
557		986		5	1 707	1 400
<b>650</b>	<b>374 679</b>	<b>13 072</b>	<b>7 967</b>	<b>130 952</b>	<b>543 851</b>	<b>524 708</b>



**TRANSPORTS****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2 007</u>
Rémunération	25 408	25 408	24 438
Fonctionnement	14 165	14 165	9 993
Capital	181 830	181 830	175 932
Intérêt	81 966	81 966	82 547
Support	<u>240 482</u>	<u>240 482</u>	<u>231 798</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>543 851</u></b>	<b><u>543 851</u></b>	<b><u>524 708</u></b>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2 007</u>
Rémunération	68 737	68 737	64 837
Fonctionnement	62 923	62 923	33 648
Capital	452 679	452 679	400 755
Intérêt	<u>316 889</u>	<u>316 889</u>	<u>279 416</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>901 228</u></b>	<b><u>901 228</u></b>	<b><u>778 656</u></b>

## TRAVAIL

## DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
<b>Revenus divers</b>		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	72	68
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 243	2 146
Divers	1	2
	2 316	2 216
<b>Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée</b>		
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	2 243	2 146
	73	70
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	47	(4 260)
	120	(4 190)
<b>Total des revenus autonomes</b>	120	(4 190)
<b>Total des revenus</b>	<b>120</b>	<b>(4 190)</b>

**TRAVAIL****DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS****PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2008

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS			RÉMUNÉRATION
		Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	
PROGRAMME 1					
Sommaire : page 1-28					
TRAVAIL					
1. Relations du travail	24 213	2	262	20 707	8 912
Permanents <sup>1</sup>	9			9	
Permanents <sup>2</sup>	1				
Ne nécessitant pas de crédits				650	
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	561			543	373
3. Commission de l'équité salariale	5 692		2	4 988	3 725
Ne nécessitant pas de crédits				109	
4. Conseil des services essentiels					
Permanents <sup>2</sup>	1				
Permanents <sup>3</sup>	3 000		9	2 830	2 044
Ne nécessitant pas de crédits				12	
5. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 898			7 733	
TOTAL	41 375	2	273	37 581	15 054
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).					
3 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).					

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Votés	38 364	2	264	33 971		13 010
Permanents	3 011		9	2 839		2 044
Ne nécessitant pas de crédits				771		
<b>TOTAL</b>	<b>41 375</b>	<b>2</b>	<b>273</b>	<b>37 581</b>		<b>15 054</b> <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Incluant 3 223 à l'égard de 28 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

3 577 9		8 218			795	427	2 020
650							1
170							18
1 263 109					128	158	416
786 12							1 161
		7 733			165		
6 576		15 951			1 088	585	2 617

5 010 795 771		15 951			1 088	585	2 454 163
6 576		15 951			1 088	585	2 617

**TRAVAIL****TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>Dépenses</u>	
		<u>ENTR</u>	<u>SSS</u>
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 898		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	7 817		
Autres	<u>406</u>	<u>17</u>	<u>3</u>
Total du programme 1	<u>16 121</u>	<u>17</u>	<u>3</u>
<b>Total des crédits et dépenses</b>	<b><u>16 121</u></b>	<b><u>17</u></b>	<b><u>3</u></b>

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

---

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2008	2007
				7 733	7 733	7 898
				7 817	7 817	6 479
56	29	195		101	401	230
56	29	195		15 651	15 951	14 607
<b>56</b>	<b>29</b>	<b>195</b>		<b>15 651</b>	<b>15 951</b>	<b>14 607</b>

---

**TRAVAIL****DÉPENSES DE TRANSFERT****VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	<u>Crédits autorisés</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Rémunération	5 756	5 591	5 746
Fonctionnement	2 109	2 109	2 116
Intérêt	33	33	36
Support	<u>8 223</u>	<u>8 218</u>	<u>6 709</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>16 121</u></b>	<b><u>15 951</u></b>	<b><u>14 607</u></b>

## **INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX**





---

**SECTION 3****INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX**

---

**TABLE DES MATIÈRES****PAGE**

Sommaire des états financiers des fonds spéciaux.....	3-2
---	-----

**SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX****Année financière terminée le 31 mars 2008**

(en milliers de dollars)

	2008
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 719
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	19 236
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	7 476
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	7 933
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	8 989
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	7 697
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement	
Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement des eaux	
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	1 887 200
Fonds d'amortissement du Fonds du service aérien gouvernemental	3 355
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	5 448
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	927 408
Fonds de développement du marché du travail	995 676
Fonds de développement régional	37 457
Fonds de financement	20 841
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	25 112
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	20 677
Fonds de gestion de l'équipement roulant	88 940
Fonds de l'assurance médicaments	2 918 936
Fonds de l'état civil	18 142
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	11 076
Fonds de partenariat touristique	130 587
Fonds de perception	95 002
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	70 477
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	36 427
Fonds des registres du ministère de la Justice	30 193
Fonds des services de police	454 034
Fonds des services de santé	6 653 980
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	1 054
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	31 233
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	48 699
Fonds d'information foncière	131 621
Fonds d'information géographique	5 089
Fonds du centre financier de Montréal	1 325
Fonds du patrimoine culturel québécois	10 381
Fonds du service aérien gouvernemental	82 250
Fonds forestier	326 631
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 094
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	10 237
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	31 162
Fonds québécois d'initiatives sociales	10 643
Fonds relatif à la tempête de verglas	27 068
Fonds spécial olympique	40 176
Fonds vert	218 706

- 1 Incluant un montant de 146 millions de dollars (136 millions de dollars en 2007), dont 85 millions de dollars (77 millions de dollars en 2007) pour le Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement.
- 2 Le Fonds spécial olympique a été dissout au cours de l'exercice 2007-2008.

2008					2007 (redressé)
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds
23 567	152	3 468	1 024	2 444	2 292
11 109	8 127	27 821	497	27 324	19 197
4	7 472	82 231		82 231	120 784
7	7 926	171 886		171 886	246 111
154	8 835	178 436	147	178 289	204 702
1 714	5 983	116 150	1 709	114 441	141 460
		4 518 088		4 518 088 <sup>1</sup>	4 267 098
		60 721	121	60 600	58 902
	1 887 200	31 764 001		31 764 001	26 876 801
3 212	143	51 066	(803)	51 869	51 726
5 448		115	115		
927 408		8 591 173	8 591 173		
993 044	2 632	129 258	86 024	43 234	40 602
37 457		51 259	51 259		
1 726	19 115	17 455 894	17 292 627	163 267	144 152
25 040	72	7 367	6 362	1 005	933
20 677		20 677	20 677		
88 904	36	164 875	164 445	430	394
2 918 936		733 084	733 084		
17 099	1 043	7 322	1 003	6 319	5 276
11 076		861	861		
126 553	4 034	39 172	30 564	8 608	4 574
95 123	(121)	31 151	10 072	21 079	21 200
70 477		16 710	16 710		
36 427		47 491	47 491		
19 880	10 313	46 900	2 383	44 517	34 204
454 034		121 737	121 737		
6 653 980		192 289	192 289		
1 054		1 532	1 532		
31 233		91 106	91 106		
48 699		251 885	251 885		
87 218	44 403	482 188	19 143	463 045	418 642
5 556	(467)	5 432	3 759	1 673	2 140
900	425	2 818		2 818	2 393
1 182	9 199	14 183	51	14 132	4 933
81 265	985	166 770	165 085	1 685	700
349 392	(22 761)	198 570	185 547	13 023	35 784
20 086	8	56	48	8	
9 632	605	16 542	14 079	2 463	1 810
3 255	27 907	43 019	535	42 484	14 577
8 542	2 101	4 925	329	4 596	2 495
27 068		98	98		
293	39 883			<sup>2</sup>	25 925
128 978	89 728	323 270	231 199	92 071	2 343



